



RAPPORT DU TROISIÈME TRIMESTRE EXERCICE 2016

Pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 décembre 2015

TABLE DES MATIÈRES

Aperçu	3	Situation de trésorerie et ressources en capital pour le trimestre clos le 31 décembre 2015	12
Principaux indicateurs de rendement	3	Situation financière consolidée au 31 décembre 2015 et au 31 mars 2015	14
Faits saillants des résultats financiers et des activités	4	Résultats d'exploitation pour les périodes de neuf mois closes les 31 décembre 2015 et 2014	15
Principales informations financières consolidées	5	Situation de trésorerie et ressources en capital pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2015	18
Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS	6	États financiers consolidés intermédiaires résumés non audités	21
Résultats d'exploitation pour les trimestres clos les 31 décembre 2015 et 2014	7		

MODE DE PRÉSENTATION ET INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent document comprend le rapport financier trimestriel et le rapport de gestion faisant état des résultats d'exploitation et de la situation financière de Groupe Stingray Digital Inc. (« Stingray » ou la « société »); il doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société et aux notes y afférentes portant sur les trimestres clos les 31 décembre 2015 et 2014 ainsi qu'aux derniers états financiers consolidés audités et au rapport de gestion présentés dans le prospectus daté du 26 mai 2015. Le présent rapport de gestion est basé sur les renseignements dont la société disposait au 3 février 2016. Il est possible d'obtenir d'autres renseignements au sujet de la société sur SEDAR, au www.sedar.com. Les auditeurs de la société n'ont pas examiné le rapport financier intermédiaire des trimestres clos les 31 décembre 2015 et 2014.

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective au sens de la législation en valeurs mobilières canadienne applicable, notamment des énoncés concernant les attentes de la direction au sujet de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement et des perspectives d'affaires de la société. Cette information prospective porte, entre autres, sur nos objectifs et sur les stratégies mises en œuvre pour les atteindre, ainsi que sur nos opinions, nos projets, nos attentes, nos prévisions, nos estimations et nos intentions, et peut comprendre d'autres énoncés de nature prévisionnelle, ou qui dépendent d'événements ou de conditions à venir ou s'y rapportent. On reconnaît généralement les énoncés contenant de l'information prospective à l'emploi de mots et d'expressions comme « pouvoir », « s'attendre à », « prévoir », « supposer », « avoir l'intention de », « planifier », « croire », « estimer », « indications », « continuer », entre autres, ainsi qu'à l'utilisation du futur et du conditionnel, bien que ce ne soit pas tous les énoncés prospectifs qui contiennent ce genre de formulations. De plus, les énoncés faisant référence à des attentes, à des prévisions ou à d'autres interprétations d'événements ou de circonstances à venir contiennent de l'information prospective. Les énoncés qui contiennent de l'information prospective ne sont pas des déclarations factuelles, mais reflètent plutôt les attentes, les estimations et les projections de la direction concernant des événements futurs.

Bien que la direction soit d'avis que les énoncés prospectifs reflètent des attentes raisonnables, ils reposent sur ses opinions, ses hypothèses et ses estimations à la date de leur formulation et sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient donner lieu à des événements ou à des résultats réels sensiblement différents de ceux qui y sont exprimés. Ces facteurs comprennent, entre autres, les risques suivants : augmentation des redevances ou limitation de l'accès aux droits musicaux; dépendance de la société à l'égard des fournisseurs de télévision payante; évolution rapide du secteur du divertissement audio et vidéo; concurrence d'autres fournisseurs de contenu; expansion de nos activités sur les marchés internationaux; croissance rapide et stratégie de croissance de la société; acquisitions, regroupements d'entreprises et coentreprises de la société; dépendance de la société à l'égard du personnel clé; fluctuations des taux de change; instabilité économique et politique des pays émergents; méthodes de calcul des redevances; transformations rapides de la technologie et du secteur; incapacité à obtenir du financement supplémentaire; incapacité à générer des rentrées de trésorerie; accès aux facilités de crédit de la société; longueur et coût élevé des litiges relatifs aux contenus protégés par le droit d'auteur; incapacité de la société à protéger sa technologie exclusive; recours de la société au matériel, aux logiciels et aux services connexes de tiers; incapacité de la société à maintenir sa culture d'entreprise; conjoncture économique défavorable; assujettissement de la société aux lois étrangères sur la protection de la vie privée et la sécurité des données; utilisation interdite ou piratage de contenu musical et vidéo; catastrophes naturelles et interruptions causées par des problèmes d'origine humaine; assujettissement à des obligations fiscales supplémentaires; sauvegarde de la réputation de la société; litiges et autres réclamations; risque de crédit; risque de liquidité; défaut de la société de se conformer aux exigences du CRTC; échec du renouvellement ou du maintien en vigueur des licences du CRTC; augmentation des droits de licence de radiodiffusion payables par la société; changements défavorables dans la réglementation gouvernementale touchant le secteur.

De plus, si l'une ou l'autre des hypothèses ou des estimations de la direction devait se révéler inexacte, les résultats et les événements réels pourraient différer modérément, voire sensiblement, de ceux exprimés de façon explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion. Ces hypothèses comprennent, entre autres, celles qui suivent : notre capacité à générer des produits suffisants tout en contrôlant nos coûts et nos dépenses; notre capacité à gérer efficacement notre croissance; l'absence de changements défavorables importants dans notre secteur d'activité ou dans l'économie mondiale; les tendances dans notre secteur d'activité et sur nos marchés; l'absence de changement dans la législation, les politiques administratives ou les exigences réglementaires applicables à nos activités, y compris dans nos licences du CRTC; de légères modifications apportées au service de programmation sonore payante offert par les fournisseurs de télévision payante à la lumière des décisions d'orientation récentes du CRTC; notre capacité à gérer les risques de l'expansion internationale; notre capacité à entretenir de bonnes relations d'affaires avec nos clients, nos mandataires et nos partenaires; notre capacité à élargir notre infrastructure de vente et de distribution et nos réseaux de commercialisation; notre capacité à concevoir des produits et des technologies en phase avec l'évolution continue de la technologie et des normes industrielles, des produits de la concurrence et des préférences et exigences des clients; notre capacité à protéger notre technologie et nos droits de propriété intellectuelle; notre capacité à gérer et à intégrer les acquisitions; notre capacité à retenir les employés clés; et notre capacité à obtenir du financement suffisant, par emprunt ou par capitaux propres, pour soutenir la croissance de nos activités. Les acquéreurs éventuels sont donc priés de ne pas s'en remettre sans réserve à ces énoncés. Cette mise en garde vise toute l'information prospective figurant dans le présent rapport de gestion. Les énoncés en question sont formulés uniquement en date du présent rapport de gestion. La société décline expressément toute obligation de mettre à jour ou de modifier ces énoncés prospectifs, ou les facteurs ou les hypothèses qui les sous-tendent, que ce soit pour tenir compte de faits nouveaux ou d'événements ultérieurs ou pour quelque autre raison, à moins que la loi ne l'y oblige.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

La société estime que le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, le bénéfice net ajusté par action, les flux de trésorerie disponibles ajustés, la dette nette compte tenu des contreparties conditionnelles et le ratio dette nette/BAIIA ajusté sont des mesures importantes pour évaluer son rendement et le bien-fondé d'un investissement dans les actions placées. Toutes ces mesures financières non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures du bénéfice ni des flux de trésorerie reconnues par les IFRS et elles n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Notre méthode de calcul et notre définition de ces mesures financières pourraient différer de celles d'autres émetteurs. Les investisseurs sont priés de noter que les mesures financières non conformes aux IFRS ne doivent pas être interprétées comme des substituts du bénéfice net établi selon les IFRS en tant qu'indicateurs de notre rendement, ni des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation en tant que mesures de la trésorerie ou des flux de trésorerie.

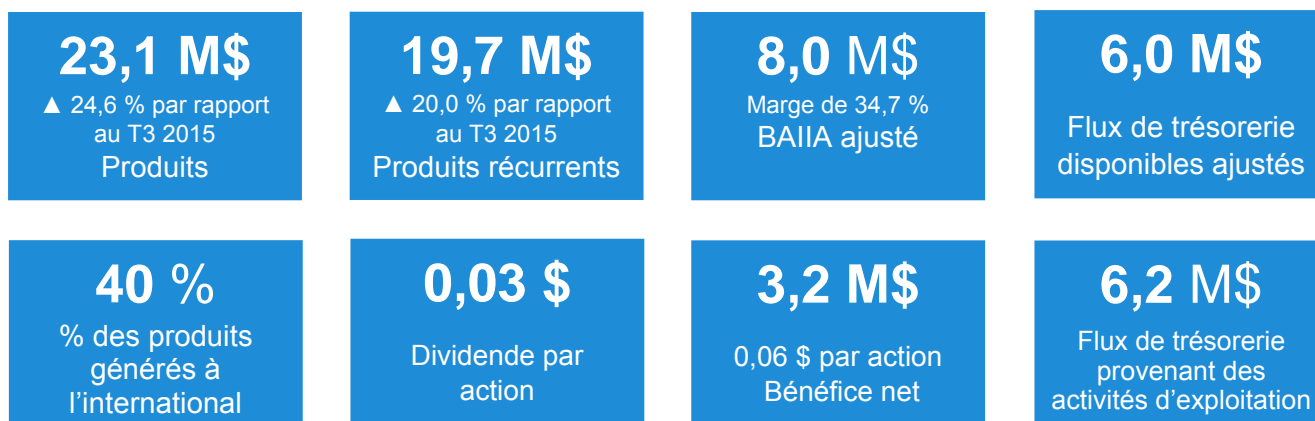
APERÇU

Stingray est un chef de file des fournisseurs interentreprises de services musicaux multiplateformes et de solutions multimédias en magasin qui exerce ses activités à l'échelle mondiale. La société rejoint environ 400 millions d'abonnés de la télévision payante (ou ménages) dans 152 pays. Elle diffuse du contenu musical et vidéo de première qualité par diverses plateformes, comme la télévision numérique, par satellite ou par protocole Internet, le Web, les applications mobiles et les consoles de jeu.

Stingray a son siège social à Montréal et emploie plus de 250 personnes dans le monde, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Suisse, en France, en Israël, en Australie et en Corée du Sud.

PRINCIPAUX INDICATEURS DE RENDEMENT⁽¹⁾

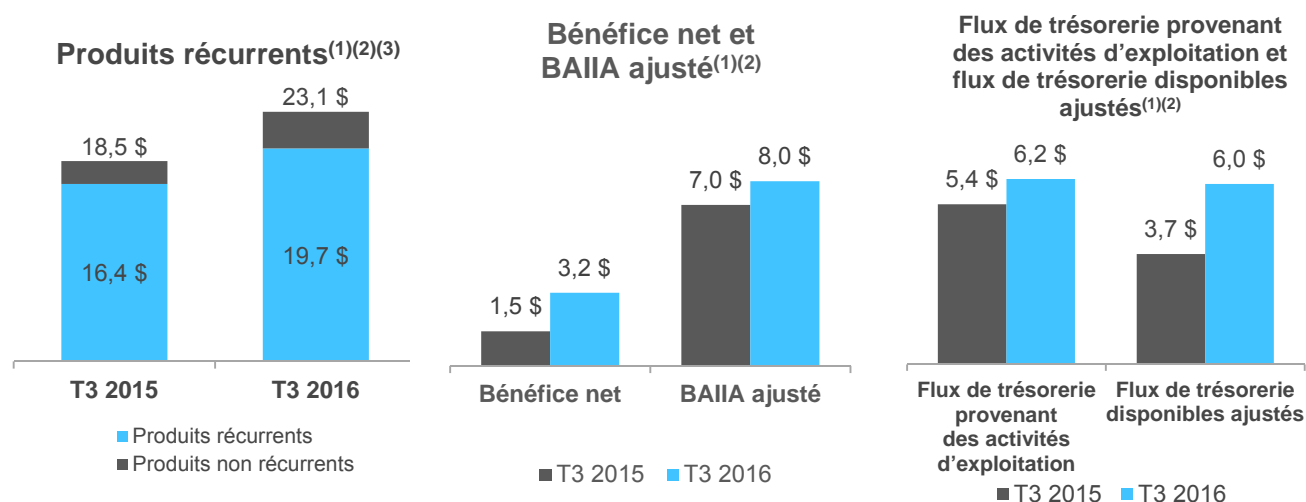
Trimestre clos le 31 décembre 2015



Note :

(1) Voir Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS, aux pages 2 et 6.

Trimestres clos les 31 décembre 2015 et 2014



Notes :

(1) En millions de dollars canadiens.

(2) Voir Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS, aux pages 2 et 6.

(3) Les produits récurrents comprennent les frais d'abonnement et d'utilisation ainsi que les frais fixes facturés aux clients mensuellement, trimestriellement et annuellement pour des services musicaux continus. Les produits non récurrents proviennent essentiellement des services de soutien et d'installation, du matériel et des frais ponctuels.

FAITS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS ET DES ACTIVITÉS

Faits saillants du trimestre clos le 31 décembre 2015

Comparaison avec le troisième trimestre clos le 31 décembre 2014 (le « T3 2015 »)

- Les produits ont augmenté de 24,6 % pour atteindre 23,1 millions de dollars, comparativement à 18,5 millions de dollars au T3 2015.
- Les produits récurrents ont atteint 19,7 millions de dollars (85 % du total des produits), soit une hausse de 20,0 %.
- La part des produits générés à l'international a augmenté, passant de 34,5 % à 40,4 %.
- Le BAIIA ajusté a progressé de 14,6 % pour atteindre 8,0 millions de dollars, comparativement à 7,0 millions de dollars au T3 2015.
- La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 34,7 %, comparativement à 37,7 % au T3 2015.
- Le bénéfice net a augmenté de 111,4 % pour atteindre 3,2 millions de dollars (0,06 \$ par action), comparativement à 1,5 million de dollars (0,04 \$ par action) au T3 2015.
- Le bénéfice net ajusté a augmenté de 41,5 % pour atteindre 6,2 millions de dollars (0,12 \$ par action), comparativement à 4,4 millions de dollars (0,13 \$ par action) au T3 2015.
- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 15,8 % pour atteindre 6,2 millions de dollars, comparativement à 5,4 millions de dollars au T3 2015.
- Les flux de trésorerie disponibles ajustés ont atteint 6,0 millions de dollars, comparativement à 3,7 millions de dollars au T3 2015, soit une hausse de 63,3 %.

Autres faits saillants des activités

- Le 15 janvier 2016, la société lançait les chaînes Vibes en Amérique latine et dans les Caraïbes, une nouveauté offerte aux utilisateurs de l'application mobile de Stingray Musique.
- Le 25 novembre 2015, la société annonçait que sa chaîne de télévision DJAZZ.tv est maintenant diffusée en HD sur la Freebox, le boîtier décodeur triple service (voix, vidéo et données) de l'opérateur de télévision payante Français.
- Le 17 décembre 2015, la société annonçait la conclusion d'une entente visant l'acquisition d'iConcerts, une chaîne télévisuelle suisse entièrement consacrée à la diffusion de prestations musicales, exploitée jusqu'à maintenant par Transmedia Communications SA. La chaîne est actuellement distribuée par plus de 100 opérateurs de télévision payante et fournisseurs de services par contournement (OTT) de 85 pays à quelque 250 millions de ménages en Europe, en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient. Forte du plus vaste répertoire de prestations musicales en format numérique, Stingray est maintenant le premier télédiffuseur de concerts en direct au monde. Le montant de la transaction s'élève à 5,6 millions de francs suisses (7,8 millions de dollars canadiens).
- Le 14 décembre 2015, la société annonçait la conclusion d'une entente officielle visant l'acquisition de Digital Music Distribution Pty. Ltd., le plus important fournisseur de services musicaux numériques en Australie. La transaction, d'un montant de 11,8 millions de dollars australiens (11,9 millions de dollars canadiens), devrait permettre à Stingray de réaliser une importante percée stratégique dans la région de l'Asie-Pacifique.
- Le 3 février 2016, la société augmentait son dividende trimestriel de 17 % pour le porter à 0,035 \$ par action à droit de vote subalterne, action à droit de vote subalterne variable et action à droit de vote multiple. Le dividende sera payable le ou vers le 15 mars 2016 aux actionnaires inscrits en date du 29 février 2016.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

	Trimestres clos les				Périodes de neuf mois closes les			
	31 déc. 2015		31 déc. 2014		31 déc. 2015		31 déc. 2014	
	T3 2016		T3 2015		Cumul 2016		Cumul 2015	
(en milliers de dollars canadiens)	\$	% des produits	\$	% des produits	\$	% des produits	\$	% des produits
Produits	23 089	100,0 %	18 529	100,0 %	64 286	100,0 %	51 341	100,0 %
Produits récurrents	19 699	85 %	16 416	89 %	55 852	87 %	46 408	90 %
Produits	23 089	100,0 %	18 529	100,0 %	64 286	100,0 %	51 341	100,0 %
Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu	7 652	33,1 %	6 234	33,6 %	22 189	34,5 %	16 182	31,5 %
Frais de vente et de marketing	2 899	12,6 %	1 906	10,3 %	7 213	11,2 %	5 759	11,2 %
Frais de recherche et développement, de soutien et de technologies de l'information	1 940	8,4 %	1 527	8,2 %	5 359	8,3 %	4 381	8,5 %
Charges générales et administratives	3 913	16,9 %	2 448	13,2 %	9 290	14,5 %	7 808	15,2 %
Dépenses liées au PAPE et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC	-	- %	-	- %	5 800	9,0 %	-	- %
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations	4 052	17,5 %	4 169	22,5 %	11 810	18,4 %	10 729	20,9 %
Charges financières nettes ⁽³⁾	(810)	(3,7) %	1 310	7,1 %	(1 254)	(2,0) %	3 744	7,3 %
Variation de la juste valeur des placements	(646)	(2,6) %	(450)	(2,4) %	(8 458)	(13,1) %	(1 350)	(2,6) %
Bénéfice avant impôts	4 089	17,7 %	1 385	7,5 %	12 337	19,2 %	4 088	6,4 %
Impôts	920	4,0 %	(114)	(0,6) %	1 703	2,6 %	(596)	(0,9) %
Bénéfice net	3 169	13,7 %	1 499	8,1 %	10 634	16,5 %	4 684	7,3 %
BAIIA ajusté⁽¹⁾	8 009	34,7 %	6 986	37,7 %	22 785	35,4 %	19 544	38,1 %
Bénéfice net ajusté⁽¹⁾	6 194	26,8 %	4 376	23,6 %	17 175	26,7 %	12 574	24,5 %
Flux de trésorerie disponibles ajustés⁽¹⁾	6 047	26,2 %	3 702	20,0 %	17 714	27,6 %	11 686	22,8 %
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	6 215	26,9 %	5 366	29,0 %	11 259	17,5 %	8 571	16,7 %
Dettes nettes hors contreparties conditionnelles⁽¹⁾	34 141	-	86 354	-	34 141	-	86 354	-
Dettes nettes compte tenu des contreparties conditionnelles⁽¹⁾	47 127	-	96 082	-	47 127	-	96 082	-
Ratio dette nette/BAIIA ajusté⁽¹⁾⁽²⁾	1,54x	-	3,69x	-	1,54x	-	3,69x	-
Bénéfice net par action – De base	0,06	-	0,04	-	0,23	-	0,14	-
Bénéfice net par action – Dilué	0,06	-	0,04	-	0,23	-	0,13	-
Bénéfice net ajusté par action ⁽¹⁾ – De base	0,12	-	0,13	-	0,37	-	0,37	-
Bénéfice net ajusté par action ⁽¹⁾ – Dilué	0,12	-	0,13	-	0,36	-	0,37	-
Produits par catégories								
Diffusion musicale	17 013	73,7 %	13 896	75,0 %	46 747	72,7 %	39 424	76,8 %
Musique pour entreprises	6 076	26,3 %	4 633	25,0 %	17 539	27,3 %	11 917	23,2 %
Produits	23 089	100,0 %	18 529	100,0 %	64 286	100,0 %	51 341	100,0 %
Produits par régions								
Canada	13 759	59,6 %	12 144	65,5 %	40 036	62,3 %	34 546	67,3 %
International ⁽⁴⁾	9 330	40,4 %	6 385	34,5 %	24 250	37,7 %	16 795	32,7 %
Produits	23 089	100,0 %	18 529	100,0 %	64 286	100,0 %	51 341	100,0 %

Notes :

- (1) Voir *Mode de présentation et information prospective* et *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 2; pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 6.
- (2) Le ratio dette nette/BAIIA ajusté est le quotient de la dette nette divisée par le BAIIA ajusté sur 12 mois consécutifs.
- (3) Les intérêts payés durant le T3 2016 se sont élevés à 153 \$ (contre 985 \$ au T3 2015); sur la période de neuf mois close le 31 décembre 2015, les intérêts ont totalisé 1 628 \$ (contre 2 852 \$ en 2014).
- (4) Le poste « International » désigne tous les territoires à l'extérieur du Canada.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, le bénéfice net ajusté par action, les flux de trésorerie disponibles ajustés, la dette nette compte tenu des contreparties conditionnelles, la dette nette hors contreparties conditionnelles et le ratio dette nette/BAIIA ajusté constituent des mesures non conformes aux IFRS que la société utilise pour évaluer ses résultats d'exploitation. Voir *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 2.

Le tableau suivant présente le rapprochement du bénéfice net avec le BAIIA ajusté.

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 déc. 2015	31 déc. 2014	31 déc. 2015	31 déc. 2014
	T3 2016	T3 2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Bénéfice net	3 169	1 499	10 634	4 684
Charges financières nettes	(810)	1 310	(1 254)	3 744
Variation de la juste valeur des placements	(646)	(450)	(8 458)	(1 350)
Impôts	920	(114)	1 703	(596)
Amortissement des immobilisations corporelles et radiations	609	586	1 552	1 528
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 443	3 583	10 258	9 201
Rémunération fondée sur des actions	369	112	961	424
Frais liés aux unités d'actions avec restrictions et unités d'actions différées	227	-	644	-
Dépenses liées au PAPE et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC	-	-	5 800	-
Coûts d'acquisition, charges de restructuration et autres coûts divers	728	460	945	1 909
BAIIA ajusté	8 009	6 986	22 785	19 544
Charges financières nettes	810	(1 310)	1 254	(3 744)
Impôts	(920)	114	(1 703)	596
Amortissement des immobilisations corporelles et radiations	(609)	(586)	(1 552)	(1 528)
Charge d'impôt liée à la variation de la juste valeur des placements, à la rémunération fondée sur des actions, aux frais liés aux unités d'actions avec restrictions et unités d'actions différées, à l'amortissement des immobilisations incorporelles, aux dépenses liées au PAPE et à l'obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC ainsi qu'aux coûts d'acquisition, aux charges de restructuration et aux autres coûts divers	(1 096)	(828)	(3 609)	(2 294)
Bénéfice net ajusté	6 194	4 376	17 175	12 574

Le tableau suivant présente le rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avec les flux de trésorerie disponibles ajustés.

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 déc. 2015	31 déc. 2014	31 déc. 2015	31 déc. 2014
	T3 2016	T3 2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	6 215	5 366	11 259	8 571
<i>Ajouter/déduire :</i>				
Dépenses d'investissement	(717)	(956)	(2 329)	(1 911)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés à l'exploitation	17	(976)	2 294	3 854
Coûts d'acquisition, charges de restructuration et autres coûts divers ⁽¹⁾	532	268	690	1 172
Dépenses liées au PAPE et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC ⁽¹⁾	-	-	5 800	-
Flux de trésorerie disponibles ajustés	6 047	3 702	17 714	11 686

(1) Déduction faite des impôts, sauf dans le cas des dépenses liées au PAPE et de l'obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC; seuls les impôts reportés ont été comptabilisés sur ces éléments, d'où l'effet nul sur la trésorerie.

Le tableau suivant présente le calcul de la dette nette compte tenu des contreparties conditionnelles et hors contreparties conditionnelles.

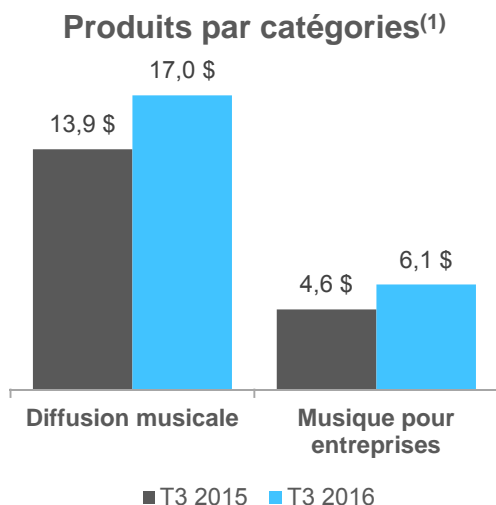
(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2015	31 mars 2015	31 décembre 2014
Prêt à terme, incluant la partie courante	-	80 835	82 899
Contreparties conditionnelles, incluant la partie courante	12 986	12 409	9 728
Crédit-relais	-	20 000	-
Facilité renouvelable	36 594	7 902	3 958
(Trésorerie et équivalents de trésorerie) découvert bancaire	(2 453)	(1 314)	(503)
Dette nette compte tenu des contreparties conditionnelles (« dette nette »)	47 127	119 832	96 082
Contreparties conditionnelles, incluant la partie courante	(12 986)	(12 409)	(9 728)
Dette nette hors contreparties conditionnelles	34 141	107 423	86 354

RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2015 ET 2014

Produits

Au T3 2016, les produits ont atteint un sommet de 23,1 millions de dollars, soit une hausse de 24,5 % par rapport aux 18,5 millions de dollars du T3 2015. Cette hausse est principalement attribuable aux acquisitions, combinées à la croissance enregistrée sur les marchés internationaux et des produits non récurrents tirés des services d'installation et des ventes de matériel. Le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain a aussi eu un effet favorable.

Tendances des produits par catégories



Note :

(1) En millions de dollars canadiens.

Diffusion musicale

Les facteurs qui ont le plus contribué à la hausse de 3,1 millions de dollars (soit 22,4 %) des produits tirés de la diffusion musicale par rapport au T3 2015 sont les suivants (la flèche exprime le sens de la variation) :

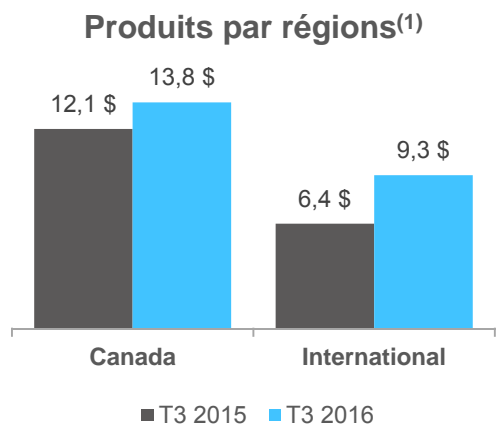
- ▲ Acquisitions de Digital Music Distribution Pty. Ltd. (« DMD ») et de Transmedia Communications SA (« iConcerts ») en décembre 2015 et effets de l'acquisition de Brava, comptabilisés en totalité au T3 2016.
- ▲ Croissance naturelle sur les marchés internationaux.

Musique pour entreprises

Les facteurs qui ont le plus contribué à la hausse de 1,5 million de dollars (soit 31,1 %) des produits tirés de la musique pour entreprises par rapport au T3 2015 sont les suivants (la flèche exprime le sens de la variation) :

- ▲ Acquisition de la société *Les réseaux urbains Viva inc.* et contrats signés avec de nouveaux clients, comptabilisés en totalité au T3 2016.
- ▲ Produits non récurrents tirés des services d'installation et du matériel vendus à des clients, nouveaux et existants.

Tendances des produits par régions



Note :

(1) En millions de dollars canadiens.

Canada

Les facteurs qui ont le plus contribué à la hausse de 1,7 million de dollars (soit 13,3 %) des produits générés au Canada par rapport au T3 2015 sont les suivants (la flèche exprime le sens de la variation) :

- ▲ Acquisitions comptabilisées en totalité au T3 2016 (voir *Musique pour entreprises*, ci-dessus), contrats avec de nouveaux clients et produits non récurrents tirés des services d'installation et des ventes de matériel.

International

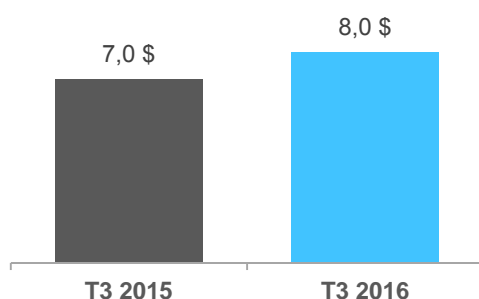
Les facteurs qui ont le plus contribué à la hausse de 2,9 millions de dollars (soit 46,1 %) des produits générés à l'international par rapport au T3 2015 sont les suivants (la flèche exprime le sens de la variation) :

- ▲ Effet favorable des acquisitions mentionnées ci-dessus et croissance naturelle des ventes de services musicaux et des téléchargements payants de la boutique en ligne Karaoke Store.
- ▲ Effet favorable du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.

Charges d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens)	T3 2016 % des produits	T3 2015 % des produits	Variation	Principaux facteurs
Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu	7 652 \$ 33,1 %	6 234 \$ 33,6 %	1 418 \$ 22,7 %	▲ Acquisitions récentes, dotation en personnel et frais de contenu pour soutenir la croissance internationale, et coûts des ventes supplémentaires de services d'installation et de matériel, compensés en partie par un effet favorable sur le calcul des droits touchant les produits et les redevances.
Frais de vente et de marketing	2 899 \$ 12,6 %	1 906 \$ 10,3 %	993 \$ 52,1 %	▲ Frais engagés pour soutenir la croissance des produits sur les marchés internationaux.
Frais de technologies de l'information et de recherche et développement	1 940 \$ 8,4 %	1 527 \$ 8,2 %	413 \$ 27,0 %	▲ Embauche de personnel supplémentaire du fait de la croissance à l'international et des nouveaux produits développés à l'interne.
Charges générales et administratives	3 913 \$ 16,9 %	2 448 \$ 13,2 %	1 465 \$ 58,8 %	▲ Augmentation des coûts d'acquisition et des coûts du régime d'unités d'actions avec restrictions et d'unités d'actions différées à l'intention des employés et des administrateurs, dotation en personnel pour soutenir la croissance et coûts additionnels liés au respect des exigences réglementaires requis pour les sociétés publiques.
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations	4 052 \$ 17,5 %	4 169 \$ 22,5 %	(117) \$ (2,8) %	▼ Relativement stable.

BAIIA ajusté⁽¹⁾⁽²⁾



Notes :

(1) En millions de dollars canadiens.

(2) Voir Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS, aux pages 2 et 6.

Le **BAIIA ajusté** a atteint 8,0 millions de dollars au T3 2016, contre 7,0 millions de dollars au T3 2015, soit une hausse de 14,6 %. La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 34,7 % au T3 2016, contre 37,7 % au T3 2015. L'augmentation du BAIIA ajusté est d'abord attribuable aux acquisitions récentes de Brava, DMD et iConcerts, desquelles des synergies futures sont attendues, puis à la croissance naturelle sur les marchés internationaux et à la hausse des produits non récurrents tirés des services d'installation et des ventes de matériel, dont les taux de marge sont généralement plus modestes.

Les **coûts d'acquisition, charges de restructuration et autres coûts divers** consistent principalement en commissions et honoraires de consultation payés dans le cadre d'acquisitions et en frais engagés pour des acquisitions futures.

Charges financières nettes

Les charges financières ont diminué, passant d'une valeur positive de 1,3 million de dollars au T3 2015 à une valeur négative de 0,9 million de dollars. Cette baisse est attribuable aux réévaluations à la juste valeur de contreparties conditionnelles, aux gains de change non réalisés et à une réduction importante de l'endettement, la société ayant affecté environ 101 millions de dollars du produit du PAPE au remboursement de sa dette en juin 2015.

Variation de la juste valeur des placements

Un gain de 0,6 million de dollars a été constaté sur la juste valeur d'AppDirect Inc. (« AppDirect ») au T3 2016, comparativement à un gain de 0,5 million de dollars au T3 2015. Le 21 septembre 2015, la société a fait un investissement supplémentaire de 0,3 million de dollars (américains) dans AppDirect, qui offre une plateforme de commerce et de gestion de services infonuagiques permettant aux entreprises de distribuer leurs services sur le Web. Au 31 décembre 2015, la participation de Stingray dans AppDirect s'élevait à 1,76 % et avait une juste valeur de 16,7 millions de dollars.

Impôts

Les impôts ont augmenté, représentant une charge de 0,9 million de dollars au T3 2016, comparativement à un recouvrement de 0,1 million de dollars au T3 2015. La hausse résulte essentiellement de la variation de la juste valeur du placement et de l'amélioration des résultats d'exploitation, atténuées par une baisse des frais de financement. Le recouvrement de 0,1 million du T3 2015 était principalement attribuable à la comptabilisation de pertes fiscales antérieures.

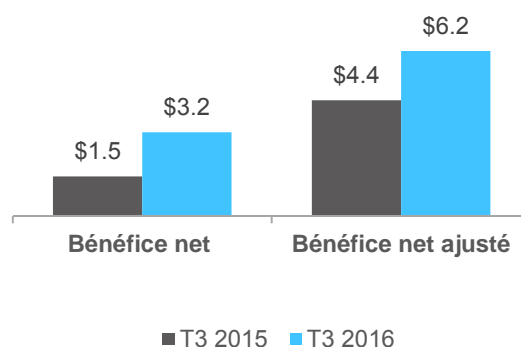
Bénéfice net et bénéfice net par action

Le bénéfice net s'est élevé à 3,2 millions de dollars (0,06 \$ par action) au T3 2016, comparativement à 1,5 million de dollars (0,04 \$ par action) au T3 2015. L'augmentation, principalement attribuable à la diminution des charges financières nettes et à l'augmentation des résultats d'exploitation, a été partiellement contrebalancée par la hausse des impôts.

Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action

Le bénéfice net ajusté a atteint 6,2 millions de dollars (0,12 \$ par action) au T3 2016, comparativement à 4,4 millions de dollars (0,13 \$ par action) au T3 2015. L'augmentation, principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté induite par les acquisitions récentes, combinée à la croissance sur les marchés internationaux, aux services d'installation et des ventes de matériel supplémentaires ainsi qu'à la baisse des charges financières nettes, a été contrebalancée par une augmentation de la charge fiscale.

Bénéfice net et bénéfice net ajusté⁽¹⁾⁽²⁾



Notes :

- (1) En millions de dollars canadiens.
- (2) Voir Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS, aux pages 2 et 6.

Résultats trimestriels

Les produits de la société ont augmenté de façon régulière au cours des huit derniers trimestres, passant de 16,2 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice 2014 à 23,1 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2016. Cette augmentation découle principalement de l'intégration fructueuse des acquisitions ainsi que des nouveaux contrats conclus au Canada et sur les marchés internationaux. Sur les huit derniers trimestres, les produits récurrents ont représenté environ 88 % du total des produits.

Le BAIIA ajusté a aussi progressé, passant de 6,5 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice 2014 à 8,0 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2016. Cette hausse est principalement attribuable à l'intégration fructueuse des acquisitions et à la croissance naturelle enregistrée au Canada et à l'international.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés

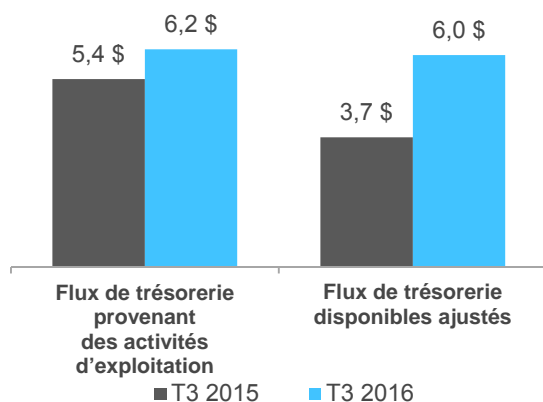
(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les valeurs par action)	Trimestres clos les							
	31 déc. 2015	30 sept. 2015	30 juin 2015	31 mars 2015	31 déc. 2014	30 sept. 2014	30 juin 2014	31 mars 2014
	Exercice 2016	Exercice 2016	Exercice 2016	Exercice 2015	Exercice 2015	Exercice 2015	Exercice 2015	Exercice 2014
Produits par catégories								
Diffusion musicale	17 013	15 614	14 120	14 075	13 896	13 064	12 464	12 896
Musique pour entreprises	6 076	5 688	5 775	5 573	4 633	4 115	3 169	3 286
Total des produits	23 089	21 302	19 895	19 648	18 529	17 179	15 633	16 182
Produits par régions								
Canada	13 759	13 094	13 183	13 192	12 144	11 714	10 688	10 992
International	9 330	8 208	6 712	6 456	6 385	5 465	4 945	5 190
Total des produits	23 089	21 302	19 895	19 648	18 529	17 179	15 633	16 182
Produits récurrents	19 699	18 785	17 243	17 127	16 416	15 618	14 374	14 529
Produits récurrents en pourcentage du total des produits	85 %	88 %	87 %	87 %	89 %	91 %	92 %	90 %
BAIIA ajusté	8 009	7 625	7 151	7 731	6 986	6 734	5 824	6 511
Bénéfice net (perte nette)	3 169	9 242	(1 777)	1 923	1 499	2 167	1 018	2 228
Bénéfice net (perte nette) par action – De base	0,06	0,18	(0,05)	0,06	0,04	0,06	0,04	0,07
Bénéfice net (perte nette) par action – Dilué	0,06	0,18	(0,05)	0,06	0,04	0,06	0,03	0,07
Bénéfice net ajusté	6 194	6 198	4 783	5 260	4 376	4 607	3 591	4 020
Bénéfice net ajusté par action – De base	0,12	0,12	0,12	0,15	0,13	0,14	0,11	0,12
Bénéfice net ajusté par action – Dilué	0,12	0,12	0,12	0,15	0,13	0,13	0,10	0,12

Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les							
	31 déc. 2015	30 sept. 2015	30 juin 2015	31 mars 2015	31 déc. 2014	30 sept. 2014	30 juin 2014	31 mars 2014
	Exercice 2016	Exercice 2016	Exercice 2016	Exercice 2015	Exercice 2015	Exercice 2015	Exercice 2015	Exercice 2014
Bénéfice net (perte nette)	3 169	9 242	(1 777)	1 923	1 499	2 167	1 018	2 228
Charges financières nettes	(810)	(1 310)	866	942	1 310	1 202	1 232	696
Variation de la juste valeur du placement	(646)	(7 549)	(263)	(451)	(450)	(450)	(450)	(985)
Impôts	920	2 117	(1 334)	(241)	(114)	(348)	(134)	1 017
Amortissement des immobilisations corporelles et radiations	609	488	455	597	586	541	401	300
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 443	3 592	3 223	3 653	3 583	3 288	2 330	2 678
Rémunération fondée sur des actions	369	371	221	376	112	80	232	150
Frais liés aux unités d'actions avec restrictions et unités d'actions différées	227	242	175	221	-	-	-	-
Dépenses liées au PAPE et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC	-	305	5 495	-	-	-	-	-
Coûts d'acquisition, charges de restructuration et autres coûts divers	728	127	90	711	460	254	1 195	427
BAIIA ajusté	8 009	7 625	7 151	7 731	6 986	6 734	5 824	6 511
Charges financières nettes	810	1 310	(866)	(942)	(1 310)	(1 202)	(1 232)	(696)
Impôts	(920)	(2 117)	1 334	241	114	348	134	(1 017)
Amortissement des immobilisations corporelles et radiations	(609)	(488)	(455)	(597)	(586)	(541)	(401)	(300)
Charge d'impôt liée à la variation de la juste valeur du placement, à la rémunération fondée sur des actions, aux frais liés aux unités d'actions avec restrictions et unités d'actions différées, à l'amortissement des immobilisations incorporelles, aux dépenses liées au PAPE et à l'obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC ainsi qu'aux coûts d'acquisition, aux charges de restructuration et aux autres coûts divers	(1 096)	(132)	(2 381)	(1 173)	(828)	(732)	(734)	(478)
Bénéfice net ajusté	6 194	6 198	4 783	5 260	4 376	4 607	3 591	4 020

SITUATION DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et flux de trésorerie disponibles ajustés⁽¹⁾⁽²⁾



Notes :

(1) En millions de dollars canadiens.

(2) Voir *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS*, aux pages 2 et 6.

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation ont totalisé 6,2 millions de dollars au T3 2016, par rapport à 5,4 millions de dollars au T3 2015. La hausse est principalement attribuable aux acquisitions et à la croissance internationale.

Flux de trésorerie disponibles ajustés

Les flux de trésorerie disponibles ajustés ont atteint 6,0 millions de dollars au T3 2016, en hausse par rapport aux 3,7 millions de dollars du T3 2015. La hausse est principalement attribuable à l'amélioration des résultats d'exploitation et à la diminution des intérêts payés et des dépenses d'investissement.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie nets consacrés aux activités d'investissement se sont élevés à 17,2 millions de dollars au T3 2016, comparativement à 3,9 millions de dollars au T3 2015. Cette augmentation de 13,3 millions de dollars est principalement attribuable aux acquisitions d'iConcerts et de DMD au T3 2016, de même qu'à un placement de 1,3 million de dollars dans une note convertible.

Activités de financement

Les activités de financement ont généré des rentrées nettes de 12,0 millions de dollars au T3 2016, comparativement à des sorties nettes de 0,2 million de dollars au T3 2015. Ce gain de 12,2 millions de dollars est principalement attribuable aux acquisitions d'iConcerts et de DMD, financées à même la facilité renouvelable, de même qu'au remboursement de contreparties conditionnelles et au paiement du dividende trimestriel.

Obligations contractuelles

La société est liée par des obligations contractuelles assorties d'échéances variées, principalement les contrats de location de ses bureaux, les obligations financières prévues aux termes de sa convention de crédit, sa licence de diffusion et ses engagements relatifs aux redevances de droits d'auteur. Il n'y a eu aucun changement important à ces obligations depuis le 31 mars 2015, sauf ce qui concerne la licence de diffusion et les obligations financières (voir ci-dessous).

Licence de diffusion

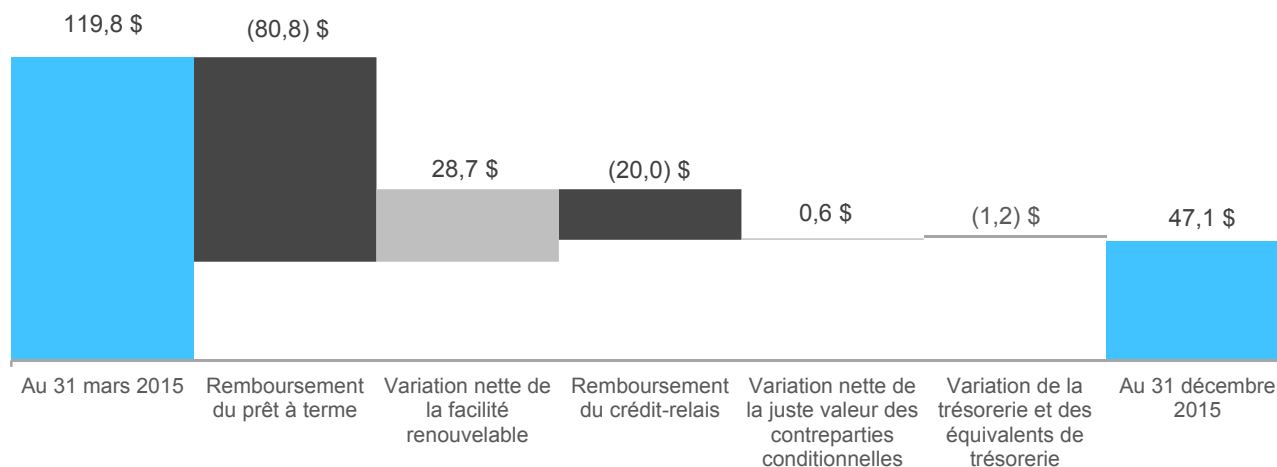
Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a approuvé la modification de la propriété et du contrôle effectif de la société le 22 avril 2015. Aux termes de cette décision, le CRTC exige que la société paie des avantages tangibles d'un montant de 5,5 millions de dollars sous forme de versements annuels égaux sur une période de sept ans. La société a ainsi comptabilisé une charge de 4,2 millions de dollars qui reflète la juste valeur du flux de paiement, actualisée à un taux de 7,0 %, soit le taux d'intérêt effectif de la société majoré d'une prime de risque. Dans sa décision du 18 août 2015, le CRTC a accepté de renouveler la licence de diffusion jusqu'au 31 août 2020.

Obligations financières

Le 11 juin 2015, la société a renégocié sa convention de crédit afin d'intégrer le solde du prêt à terme à la facilité de crédit renouvelable modifiée (la « facilité renouvelable »), de rembourser le crédit-relais, de porter sa capacité d'emprunt à 100,0 millions de dollars et d'y apporter des modifications concernant les intérêts, l'échéance, la garantie et les clauses restrictives. La facilité renouvelable, qui arrivera à échéance en juin 2019, porte intérêt au taux des acceptations bancaires majoré d'une marge de 1,38 % à 3,00 % et est garantie par les filiales et par un privilège de premier rang sur l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles actuelles et futures de la société. De plus, la société doit payer des commissions d'attente de 0,28 % à 0,60 % sur la portion inutilisée de la facilité renouvelable, en plus de se conformer à certaines clauses financières restrictives.

Le tableau qui suit résume les mouvements de la dette nette compte tenu des contreparties conditionnelles sur la période de neuf mois close le 31 décembre 2015, avec les ratios correspondants.

Variation de la dette nette⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾



27,3	BAIIA ajusté des 12 derniers mois ⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾	30,5
4,4	Ratio dette nette/BAIIA ajusté ⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾	1,5

Notes :

- (1) En millions de dollars canadiens.
- (2) Voir *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS*, aux pages 2 et 6.
- (3) Le BAIIA ajusté est calculé sur les douze derniers mois aux fins du ratio dette nette/BAIIA ajusté.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2015 ET AU 31 MARS 2015

Le tableau qui suit montre les principales variations de la situation financière consolidée de la société sur la période de neuf mois close le 31 décembre 2015.

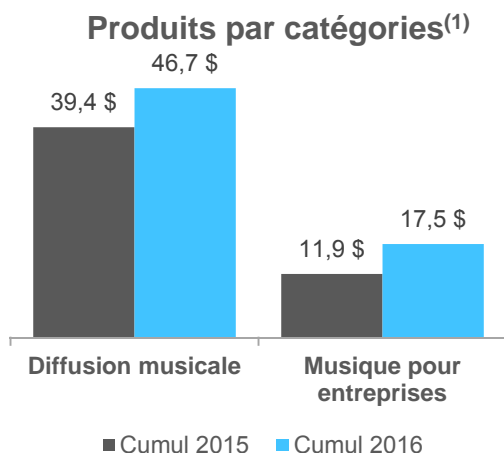
(en milliers de dollars canadiens)	31 déc. 2015	31 mars 2015	Variation	Principaux facteurs
<i>Créances clients et autres débiteurs</i>	26 241 \$	17 494 \$	8 747 \$	▲ Augmentation des produits non récurrents tirés des services d'installation et du matériel, cycles de paiements prolongés pour les produits générés à l'international, créances acquises dans le bilan d'ouverture consécutif aux acquisitions de l'exercice 2016, et effet favorable du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.
<i>Immobilisations incorporelles</i>	46 436 \$	45 441 \$	995 \$	▲ Comptabilisation des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de l'exercice 2016 (après amortissement).
<i>Survaleur</i>	65 594 \$	42 354 \$	23 240 \$	▲ Constatation de la survaleur résultant des acquisitions de l'exercice 2016.
<i>Créditeurs et charges à payer</i>	22 007 \$	16 923 \$	5 084 \$	▲ Créiteurs pris en charge dans le bilan d'ouverture consécutif aux acquisitions de l'exercice 2016.
<i>Contreparties conditionnelles, incluant la partie courante</i>	12 986 \$	12 409 \$	577 \$	▲ Comptabilisation des contreparties conditionnelles liées aux acquisitions de Brava et de DMD, déduction faite des sorties liées aux acquisitions de DMX Canada et DMX Music Latin America, et variation de la juste valeur d'autres contreparties conditionnelles.
<i>Obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC</i>	4 276 \$	340 \$	3 936 \$	▲ Changement de la structure de propriété et du contrôle effectif de la société à la suite du PAPE.
<i>Facilité renouvelable</i>	36 594 \$	7 902 \$	28 692 \$	▲ Contrepartie en espèces pour les acquisitions de l'exercice 2016A et paiements de contreparties conditionnelles.
<i>Crédit-relais</i>	-	20 000 \$	(20 000) \$	▼ Remboursement de la dette avec le produit net du PAPE.
<i>Prêt à terme, incluant la partie courante</i>	-	80 835 \$	(80 835) \$	▼ Remboursement de la dette avec le produit net du PAPE.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES 31 DÉCEMBRE 2015 ET 2014

Produits

Les produits pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2015 (« cumul 2016 ») ont atteint un sommet de 64,3 millions de dollars, en hausse de 25,2 % par rapport aux 51,3 millions de dollars enregistrés sur la même période de l'exercice précédent (« cumul 2015 »). Cette hausse est principalement attribuable aux acquisitions, combinées à la forte croissance sur les marchés internationaux et au lancement de nouveaux produits. Le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain a aussi eu un effet favorable.

Tendances des produits par catégories



Note :
(1) En millions de dollars canadiens.

Diffusion musicale

Les facteurs qui ont le plus contribué à la hausse de 7,3 millions de dollars (soit 18,6 %) des produits tirés de la diffusion musicale par rapport à la même période de l'exercice 2015 sont les suivants (la flèche exprime le sens de la variation) :

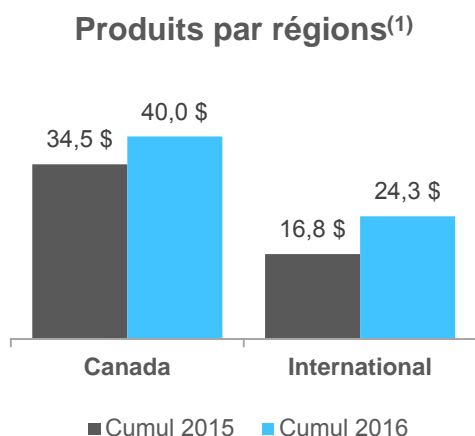
- ▲ Contrats signés avec de nouveaux clients, principalement aux États-Unis, en Europe et au Moyen-Orient.
- ▲ Acquisitions de Telefonica On the Spot et d'Archibald Media Group au cours de l'exercice 2015, comptabilisées en totalité dans le cumul 2016.
- ▲ Acquisitions de Brava, de DMD et d'iConcerts au cours de l'exercice 2016.

Musique pour entreprises

Les facteurs qui ont le plus contribué à la hausse de 5,6 millions de dollars (soit 47,2 %) des produits tirés de la musique pour entreprises par rapport à la même période de l'exercice 2015 sont les suivants (la flèche exprime le sens de la variation) :

- ▲ Acquisitions de DMX Canada et de la société *Les réseaux urbains Viva inc.* au cours de l'exercice 2015, comptabilisées en totalité dans le cumul 2016.
- ▲ Produits non récurrents tirés des services d'installation et des ventes de matériel.

Tendances des produits par régions



Note :
(1) En millions de dollars canadiens.

Canada

Les facteurs qui ont le plus contribué à la hausse de 5,5 millions de dollars (soit 15,9 %) des produits générés au Canada par rapport à la même période de l'exercice 2015 sont les suivants (la flèche exprime le sens de la variation) :

- ▲ Acquisitions comptabilisées en totalité dans le cumul 2016 (voir *Musique pour entreprises*, ci-dessus) et produits non récurrents tirés des services d'installation et des ventes de matériel.

International

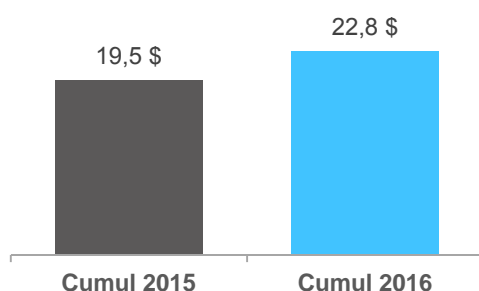
Les facteurs qui ont le plus contribué à la hausse de 7,5 millions de dollars (soit 44,4 %) des produits générés à l'international par rapport à la même période de l'exercice 2015 sont les suivants (la flèche exprime le sens de la variation) :

- ▲ Croissance naturelle internationale et acquisitions comptabilisées en totalité dans le cumul 2016 (voir *Diffusion musicale* ci-dessus).
- ▲ Effet favorable du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.

Charges d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens)	Cumul T3 2016 % des produits	Cumul T3 2015 % des produits	Variation (cumul)	Principaux facteurs
Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu	22 189 \$ 34,5 %	16 182 \$ 31,5 %	6 007 \$ 37,1 %	Acquisitions, dotation en personnel et frais de contenu pour soutenir la croissance internationale, et hausse des coûts liés aux services d'installation et aux ventes de matériel, compensés en partie par un effet favorable sur le calcul des droits touchant les produits et les redevances.
Frais de vente et de marketing	7 213 \$ 11,2 %	5 759 \$ 11,2 %	1 454 \$ 25,2 %	Accroissement des frais engagés pour soutenir la croissance des produits sur les marchés internationaux.
Frais de technologies de l'information et de recherche et développement	5 359 \$ 8,3 %	4 381 \$ 8,5 %	978 \$ 22,3 %	Embauche de personnel supplémentaire du fait de la croissance à l'international et des nouveaux produits développés à l'interne.
Charges générales et administratives	9 290 \$ 14,5 %	7 808 \$ 15,2 %	1 482 \$ 19,0 %	Coûts liés aux acquisitions et aux restructurations, coûts du régime d'unités d'actions avec restrictions et d'unités d'actions différées à l'intention des employés et des administrateurs, dotation en personnel pour soutenir la croissance et coûts additionnels liés au respect des exigences réglementaires requis pour les sociétés publiques.
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations	11 810 \$ 18,4 %	10 729 \$ 20,9 %	1 081 \$ 10,1 %	Ajout d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

BAlIA ajusté⁽¹⁾⁽²⁾



Notes :

(1) En millions de dollars canadiens.

(2) Voir Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS, aux pages 2 et 6.

En cumul annuel, le **BAlIA ajusté** pour 2016 s'est élevé à 22,8 millions de dollars, en hausse de 16,6 % par rapport aux 19,5 millions de dollars pour la même période en 2015. La marge du BAlIA ajusté s'est établie à 35,4 %, contre 38,1 % en 2015. L'augmentation du BAlIA ajusté est d'abord attribuable aux acquisitions récentes de Brava, DMD et iConcerts, desquelles des synergies futures sont attendues, puis à la croissance naturelle sur les marchés internationaux et à la hausse des produits non récurrents tirés des services d'installation et des ventes de matériel, dont les taux de marge sont généralement plus modestes.

Les **coûts d'acquisition, charges de restructuration et autres coûts divers** consistent principalement en commissions et honoraires de consultation payés dans le cadre d'acquisitions et en frais engagés pour des acquisitions futures.

Dépenses liées au PAPE et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC

Les dépenses liées au premier appel public à l'épargne (« PAPE ») ont totalisé 1,6 million de dollars en cumul annuel pour 2016; elles découlent du placement secondaire, soit la vente d'un total de 9 112 900 actions au public par Novacap et Téléystème. Les dépenses liées au placement d'actions sur le capital autorisé réalisé par la société ont été comptabilisées à l'état consolidé de la situation financière dans le capital-actions.

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a approuvé la modification de la propriété et du contrôle effectif de la société le 22 avril 2015. Aux termes de cette décision, le CRTC exige que la société paie des avantages tangibles d'un montant de 5,5 millions de dollars sous forme de versements annuels égaux sur une période de sept ans. La société a comptabilisé une charge de 4,2 millions de dollars au T1 2016, qui reflète la juste valeur du flux de paiement, actualisée à un taux de 7,0 %, soit le taux d'intérêt effectif de la société majoré d'une prime de risque.

Charges financières nettes

Les charges financières ont diminué, passant d'une valeur positive de 3,7 millions de dollars en 2015 à une valeur négative de 1,3 million de dollars. Cette baisse est attribuable aux réévaluations à la juste valeur de contreparties conditionnelles, aux gains de change non réalisés et à une réduction importante de l'endettement, la société ayant affecté environ 101 millions de dollars du produit du PAPE au remboursement de sa dette en juin 2015.

Variation de la juste valeur des placements

Un gain de 8,4 millions de dollars a été constaté sur la juste valeur d'AppDirect Inc. (« AppDirect ») en cumul annuel pour 2016, comparativement à un gain de 1,4 million de dollars pour la même période en 2015. Le 21 septembre 2015, la société a fait un investissement supplémentaire de 0,3 million de dollars (américains) dans AppDirect, qui offre une plateforme de commerce et de gestion de services infonuagiques permettant aux entreprises de distribuer leurs services sur le Web. Au 31 décembre 2015, la participation de Stingray dans AppDirect s'élevait à 1,76 % et avait une juste valeur de 16,7 millions de dollars.

Impôts

Les impôts ont augmenté, représentant une charge de 1,7 million de dollars en cumul annuel pour 2016, comparativement à un recouvrement de 0,6 million de dollars pour la même période en 2015. La hausse résulte essentiellement de la variation de la juste valeur du placement dans AppDirect et de l'amélioration des résultats d'exploitation, atténuées par une baisse des frais de financement et par la comptabilisation des actifs d'impôt différé pour la portion en trésorerie des dépenses liées au PAPE et de l'obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC. Le recouvrement de 0,6 million en 2015 était principalement attribuable à la comptabilisation de pertes fiscales antérieures.

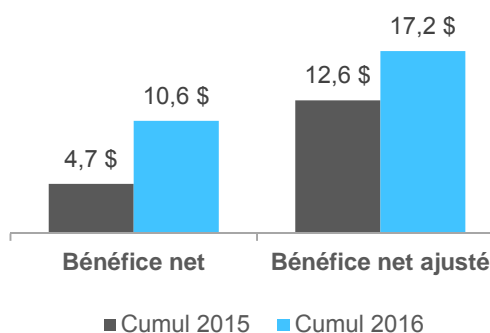
Bénéfice net et bénéfice net par action

En cumul annuel, le bénéfice net s'est élevé à 10,6 millions de dollars (0,23 \$ par action) en 2016, comparativement à 4,7 millions de dollars (0,14 \$ par action) pour la même période en 2015. L'augmentation, principalement attribuable à la variation de la juste valeur du placement, à l'amélioration des résultats d'exploitation et à la diminution des frais de financement, a été partiellement contrebalancée par la hausse des impôts.

Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action

En cumul annuel, le bénéfice net ajusté a atteint 17,2 millions de dollars (0,36 \$ par action) en 2016, comparativement à 12,6 millions de dollars (0,37 \$ par action) pour la même période en 2015. L'augmentation, principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté résultant des acquisitions, combinée à la signature de nouveaux contrats internationaux, aux ventes supplémentaires de services d'installation et de matériel ainsi qu'à la baisse des charges financières, a été partiellement contrebalancée par une augmentation de la charge fiscale.

Bénéfice net et bénéfice net ajusté⁽¹⁾⁽²⁾



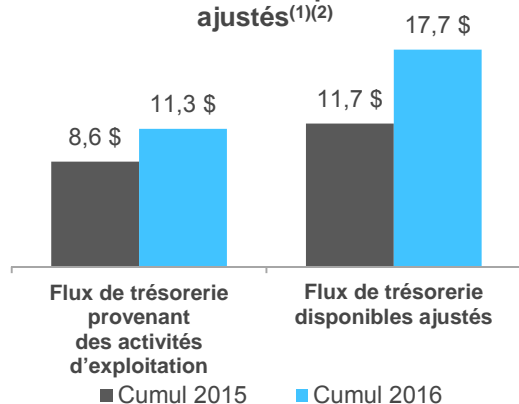
Notes :

(1) En millions de dollars canadiens.

(2) Voir Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS, aux pages 2 et 6.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 31 DÉCEMBRE 2015

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et flux de trésorerie disponibles ajustés⁽¹⁾⁽²⁾



Notes :

- (1) En millions de dollars canadiens.
- (2) Voir *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS*, aux pages 2 et 6.

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

En cumul annuel, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation ont atteint 11,3 millions de dollars en 2016, contre 8,6 millions de dollars pour la même période en 2015. La hausse, principalement attribuable aux acquisitions et à la signature de nouveaux contrats, a été partiellement contrebalancée par l'intensification des besoins en fonds de roulement, essentiellement en raison des dépenses liées au PAPE.

Flux de trésorerie disponibles ajustés

En cumul annuel, les flux de trésorerie disponibles ajustés ont atteint 17,7 millions de dollars en 2016, en hausse par rapport aux 11,7 millions de dollars enregistrés sur la même période en 2015. La hausse est principalement attribuable à l'amélioration des résultats d'exploitation et à la diminution des frais de financement, contrebalancées en partie par l'accroissement des dépenses d'investissement.

L'accroissement des dépenses d'investissement de 0,4 million de dollars par rapport à 2015 est principalement attribuable à l'agrandissement de nos bureaux de Montréal (améliorations locatives).

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie nets consacrés aux activités d'investissement se sont élevés à 27,4 millions de dollars en cumul annuel pour 2016, comparativement à 21,0 millions de dollars pour la même période en 2015. Cette augmentation de 6,4 millions de dollars est principalement attribuable aux acquisitions d'iConcerts, de DMD et de Brava en 2016, comparativement aux acquisitions de DMX Canada et d'Archibald Media Group en 2015, de même qu'à une augmentation des dépenses d'investissement.

Activités de financement

Les activités de financement ont généré des rentrées nettes de 17,3 millions de dollars en cumul annuel pour 2016, comparativement à 13,3 millions de dollars pour la même période en 2015. La hausse de 4,0 millions de dollars, principalement attribuable aux acquisitions financées à même la facilité renouvelable et au produit net du PAPE, a été tempérée par le remboursement du prêt à terme et du crédit-relais.

Transactions avec des parties liées

Les principaux dirigeants de la société sont le chef de la direction, le chef de la direction financière et certains autres membres importants de son personnel clé.

La rémunération des principaux dirigeants et administrateurs se détaille comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 déc. 2015	31 déc. 2014	31 déc. 2015	31 déc. 2014
	T3 2016	T3 2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Avantages du personnel à court terme	756 \$	454 \$	2 162 \$	1 428 \$
Frais de gestion	-	83	-	253
Rémunération fondée sur des actions	269	72	703	192
Unités d'actions avec restrictions	55	-	137	-
Unités d'actions différées	90	-	209	-
	1 170 \$	609 \$	3 211 \$	1 873 \$

Arrangements hors bilan

La société n'a aucun arrangement hors bilan, autre que des contrats de location simple (traités sous la rubrique *Obligations contractuelles*), qui ait ou soit raisonnablement susceptible d'avoir, dans l'immédiat ou dans le futur, une incidence importante sur sa situation financière consolidée, ses résultats financiers, sa trésorerie, ses dépenses d'investissement ou ses ressources en capital.

Information sur les actions en circulation

Le total des actions émises et en circulation et des options sur actions en circulation se détaille comme suit :

	3 février 2016	31 décembre 2015
<i>Actions émises et en circulation :</i>		
Actions à droit de vote subalterne	33 948 418	33 948 618
Actions à droit de vote subalterne variable	628 819	628 619
Actions à droit de vote multiple	16 294 285	16 294 285
	50 871 522	50 871 522
<i>Options sur actions en circulation :</i>		
Options sur actions	1 539 245	1 539 245

En outre, dans le cadre du placement, la société a établi un nouveau régime d'options sur actions pour attirer et fidéliser des employés, des administrateurs, des dirigeants et des consultants. Ce régime prévoit l'attribution d'options d'achat d'actions à droit de vote subalterne. En vertu du régime, 2 500 000 actions à droit de vote subalterne ont été réservées pour émission. Au troisième trimestre de 2016, 60 000 options ont été exercées, 16 666 ont été restituées, et 125 000 ont été attribuées à des employés admissibles, sous réserve de critères d'acquisition fondés sur le nombre d'années de service (de 3 à 4 ans).

Facteurs de risque financiers

La société est exposée à divers risques financiers : risque de crédit, risque de liquidité et risque de marché (incluant le risque de change et le risque de taux d'intérêt). Les états financiers consolidés intermédiaires résumés et le rapport de gestion ne contiennent pas la totalité des informations et des divulgations concernant la nature et la gestion des risques financiers qui sont requises dans les états financiers annuels; ils doivent donc être lus parallèlement aux états financiers annuels de l'exercice clos le 31 mars 2015, qui sont intégrés au prospectus daté du 26 mai 2015. À la connaissance de la société, aucun changement important à ces facteurs de risque n'est survenu depuis leur publication à cette date.

Facteurs de risque

Pour obtenir une description détaillée des facteurs de risque qui touchent la société, veuillez consulter la section *Facteurs de risque* du prospectus daté du 26 mai 2015. À la connaissance de la société, aucun changement important à ces facteurs de risque n'est survenu depuis leur publication à cette date.

Modifications comptables futures

Pour en savoir plus sur les modifications comptables futures, veuillez consulter la page 26 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Évaluation des contrôles et des procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le « contrôle interne à l'égard de l'information financière » (CIIF) est un processus conçu pour fournir l'assurance raisonnable, mais non absolue, que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS. Le chef de la direction et le chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des « contrôles et procédures de communication de l'information » (CPCI) et un CIIF adéquats aux termes du Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de la société suit les critères énoncés dans la version de mai 2013 du document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (le « cadre COSO 2013 »).

Le 31 décembre 2015 marque la fin du troisième trimestre suivant le PAPE de la société, à l'issue duquel des actions à droit de vote subalterne et à droit de vote subalterne variable ont été inscrites à la Bourse de Toronto. En conséquence, la direction de la société, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, ont conçu le CIIF pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la conformité des états financiers destinés au public avec les IFRS et le cadre COSO 2013. Les CPCI ont été conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante concernant la société est portée à la connaissance du chef de la direction et du chef de la direction financière, et que l'information que la société est tenue de divulguer dans ses déclarations annuelles, ses déclarations intermédiaires et les autres rapports qu'elle dépose ou soumet conformément à la législation sur les valeurs mobilières est inscrite, traitée, résumée et déclarée dans les délais prescrits par la loi.

Aucun changement ayant eu ou susceptible d'avoir des conséquences importantes sur le CIIF de la société n'est survenu au cours de la période considérée.

L'évaluation et la conclusion de la direction concernant l'efficacité du CIIF au 4 février 2016 ne tenait pas compte des contrôles et procédures liés aux activités de Transmedia Communications SA, Digital Music Distribution Pty. Ltd., Brava HDTV BV, Brava NL BV et Djazz TV BV, toutes acquises en 2015. En effet, la société s'est prévaluée de la disposition 3.3 (1)b) du *Règlement 52-109*, qui l'autorise à exclure ces acquisitions du périmètre de l'évaluation de la conception et de l'efficacité de son CIIF, et ce, pendant un maximum de 365 jours suivant la date de l'acquisition.

Événement subséquent

Dividende

La politique de la société en matière de dividendes est assujettie au pouvoir discrétionnaire du conseil d'administration et peut varier en fonction notamment des flux de trésorerie disponibles, des résultats d'exploitation, de la situation financière, des perspectives de croissance ou de tout autre facteur que le conseil d'administration juge pertinent.

Le 3 février 2016, la société a déclaré un dividende de 0,035 \$ par action à droit de vote subalterne, action à droit de vote subalterne variable et action à droit de vote multiple, payable le ou vers le 15 mars 2016 aux porteurs de ces actions inscrits au registre en date du 29 février 2016.

Renseignements supplémentaires

Il est possible d'obtenir d'autres renseignements au sujet de la société, notamment son prospectus, sur le site Web www.stingray.com et sur www.sedar.com.

États Consolidés de la Situation Financière

Au 31 décembre 2015 et au 31 mars 2015

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	31 décembre 2015	31 mars 2015 (retraité - note 4)
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 453 \$	1 314 \$
Créances clients et autres débiteurs	26 241	17 494
Crédits d'impôt à la recherche et au développement	18	334
Stocks	1 123	1 972
Charges payées d'avance et autres actifs courants	3 311	2 667
	33 146	22 781
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 5)	4 315	4 330
Immobilisations incorporelles (note 5)	46 436	45 441
Goodwill (note 5)	65 594	42 354
Placements	18 056	7 933
Placement dans une coentreprise	885	858
Autres actifs	1 213	919
Actifs d'impôt différé	5 170	3 875
Total des actifs	174 815 \$	128 491 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Facilité renouvelable (note 6)	– \$	7 902 \$
Créditeurs et charges à payer	22 007	16 923
Produits différés	880	714
Autres créditeurs courants (note 7)	9 553	8 463
Impôts à payer	1 859	213
Crédit-relais (note 6)	–	20 000
Partie courante du prêt à terme (note 6)	–	9 830
	34 299	64 045
Passifs non courants		
Facilité renouvelable (note 6)	36 594	–
Prêt à terme (note 6)	–	71 005
Instruments financiers dérivés	–	110
Autres créditeurs (note 7)	7 782	4 434
Passifs d'impôt différé	6 727	6 739
Total des passifs	85 402	146 333
Capitaux propres		
Capital-actions (note 8)	101 407	2 240
Surplus d'apport	2 262	1 759
Déficit	(14 256)	(21 841)
Total des capitaux propres	89 413	(17 842)
Évènement subséquent (note 16)		
Total du passif et des capitaux propres	174 815 \$	128 491 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Approuvé par le conseil d'administration,

(Signé) Eric Boyko, administrateur

(Signé) L. Jacques Ménard, administrateur

États Consolidés du Résultat Global

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, à l'exception des montants par action) (non audité)	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre 2015	31 décembre 2014	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Produits	23 089 \$	18 529 \$	64 286 \$	51 341 \$
Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu	7 652	6 234	22 189	16 182
Frais de vente et de marketing	2 899	1 906	7 213	5 759
Frais de recherche et de développement, de soutien et de technologies de l'information	1 940	1 527	5 359	4 381
Charges générales et administratives	3 913	2 448	9 290	7 808
Dépenses liées au premier appel public à l'épargne et obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC	–	–	5 800	–
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations	4 052	4 169	11 810	10 729
Charges financières nettes	(810)	1 310	(1 254)	3 744
Variation de la juste valeur des placements	(646)	(450)	(8 458)	(1 350)
Bénéfice avant impôts	4 089	1 385	12 337	4 088
Impôts	920	(114)	1 703	(596)
Bénéfice net et total du résultat global	3 169 \$	1 499 \$	10 634 \$	4 684 \$
Bénéfice net – De base	0,06	0,04	0,23	0,14
Bénéfice net – Dilué	0,06	0,04	0,23	0,13
Nombre moyen pondéré d'actions – De base	50 831 305	33 689 421	46 813 797	33 530 769
Nombre moyen pondéré d'actions – Dilué	51 205 702	34 432 167	47 260 524	34 346 144

Le bénéfice net est entièrement attribuable aux actionnaires.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États Consolidés des Variations des Capitaux Propres

Pour les neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)
(non audité)

	Capital-actions		Surplus d'apport	Déficit	Total des capitaux propres
	Nombre	Montant			
Solde au 31 mars 2014	32 670 254	1 006 \$	2 500 \$	(8 721)\$	(5 215)\$
Émission d'actions à la suite d'exercice d'options	1 019 167	1 266	(1 118)	–	148
Rémunération fondée sur des actions	–	–	424	–	424
Bénéfice net et total du résultat global	–	–	–	4 684	4 684
Solde au 31 décembre 2014	33 689 421	2 272 \$	1 806	(4 037)	41
Solde au 31 mars 2015	33 981 088	2 240 \$	1 759 \$	(21 841)\$	(17 842)\$
Émission d'actions à la suite d'exercice d'options	243 334	636	(458)	–	178
Dividende	–	–	–	(3 049)	(3 049)
Émissions d'actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable (note 8)	16 647 100	104 044	–	–	104 044
Frais liés à l'émission d'actions, net d'impôts de 2 093 \$ (note 8)	–	(5 513)	–	–	(5 513)
Rémunération fondée sur des actions	–	–	961	–	961
Perte nette et total de la perte globale	–	–	–	10 634	10 634
Solde au 31 décembre 2015	50 781 522	101 407 \$	2 262 \$	(14 256)\$	89 413 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux Consolidés des Flux de Trésorerie

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre 2015	31 décembre 2014	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Activités d'exploitation :				
Bénéfice net (perte nette)	3 169 \$	1 499 \$	10 634 \$	4 684 \$
Ajustements visant ce qui suit :				
Rémunération fondée sur des actions	369	112	961	424
Charge liée aux unités d'actions avec restrictions	137	–	435	–
Charge liée aux unités d'actions différées	90	–	209	–
Amortissement des immobilisations corporelles	609	586	1 552	1 528
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 443	3 583	10 258	9 201
Amortissement et radiation des coûts de financement	24	11	238	357
Autres charges financières	166	1 014	1 384	2 939
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(3)	(44)	(110)	(118)
Variation de la juste valeur du placement à long terme	(646)	(450)	(8 458)	(1 350)
Variation de la juste valeur des contreparties conditionnelles	(1 090)	(33)	(2 172)	236
Radiation d'autres actifs	–	(200)	–	(200)
Charge de désactualisation de l'obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC	75	–	172	–
Quote-part des résultats de la coentreprise	(19)	71	(27)	71
Impôts	920	(114)	1 703	(596)
Intérêts payés	(153)	(985)	(1 628)	(2 852)
Impôts payés	(859)	(660)	(1 598)	(1 899)
	6 232	4 390	13 553	12 425
Variation nette des éléments d'exploitation hors trésorerie (note 12)	(17)	976	(2 294)	(3 854)
	6 215	5 366	11 259	8 571
Activités de financement :				
Augmentation (diminution) de la facilité renouvelable	17 392	1 958	28 692	(1 241)
Émission de prêt à terme	–	–	–	20 000
Remboursement sur le prêt à terme et crédit-relais	–	(2 184)	(100 960)	(4 367)
Paiement du dividende	(1 526)	–	(3 049)	–
Produit de l'exercice d'options sur actions	79	1	178	148
Émission d'actions	–	–	104 044	–
Frais liés à l'émission d'actions	–	–	(7 096)	–
Coûts de financement différés	–	–	(431)	(132)
Remboursement d'autres crédateurs	(3 913)	–	(4 029)	(1 154)
Autres	(40)	–	(75)	–
	11 992	(225)	17 274	13 255
Activités d'investissement :				
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise (note 4)	(15 180)	(2 978)	(23 400)	(19 067)
Acquisition de placement	(1 334)	–	(1 665)	–
Acquisition d'immobilisations corporelles	(482)	(917)	(1 352)	(1 526)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(235)	(39)	(977)	(385)
	(17 231)	(3 934)	(27 394)	(20 978)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	976	1 207	1 139	848
Trésorerie et équivalents de trésorerie (découvert bancaire) à l'ouverture de la période	1 477	(704)	1 314	(345)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	2 453 \$	503 \$	2 453 \$	503 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

1. Description des activités:

Groupe Stingray Digital Inc. (la « société ») est constituée sous le régime de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. La société est domiciliée au Canada et son siège social est situé au 730, rue Wellington, Montréal (Québec), H3C 1T4. La société est un fournisseur de services musicaux multiplateformes. Elle diffuse de la musique et du contenu vidéo de haute qualité sur différentes plateformes, comme la télévision numérique, par satellite ou par protocole Internet, le Web, les applications mobiles et les consoles de jeu.

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et de ses filiales entièrement détenues Stingray Music USA Inc., Stingray Music Rights Management LLC, 2144286 Ontario Inc., Pay Audio Services Limited Partnership, Stingray Business Inc., Music Choice Europe Limited, Stage One Innovations Ltd., Stingray Digital International Ltd., Music Choice India Private Ltd., Music Choice Europe Deutschland GmbH, Xtra Music Ltd., 2Connect Media BV, Alexander Medien Gruppe BV, Les Réseaux Urbains Viva Inc., Brava HDTV B.V., Brava NL B.V. et DjazzTV B.V., Transmedia Communications SA et Digital Music Distribution Pty Ltd.

2. Base d'établissement:

(a) Déclaration de conformité:

Les états financiers consolidés intermédiaires au 31 décembre 2015 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS») sur une base cohérente avec les principes comptables suivis par la société dans les plus récents états financiers consolidés audités annuels. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon une forme condensée conformément à la norme IAS 34 «Information financière intermédiaire». Par conséquent, certaines informations, en particulier les notes ci-jointes, normalement incluses dans les états financiers consolidés annuels préparés conformément aux IFRS, ont été omises ou condensées. L'impôt sur le bénéfice pour les périodes intermédiaires a été calculé en utilisant le taux d'imposition qui serait applicable au résultat annuel total attendu. Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés audités annuels au 31 mars 2015 contenus dans le prospectus daté du 26 mai 2015.

Les auditeurs de la société n'ont pas effectués l'examen des états financiers consolidés intermédiaires pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014.

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 3 février 2016.

(b) Utilisation d'estimations et recours au jugement:

L'établissement des présents états financiers consolidés conformément aux IFRS a exigé que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses influant sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Dans la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires, les jugements importants faites par la direction dans l'application des politiques comptables de la société et les principales sources d'information étaient les mêmes que celles appliquées pour les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2015.

(c) Monnaie fonctionnelle et de présentation:

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société et de ses filiales. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près.

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

3. Nouvelles normes et normes modifiées non encore adoptées par la société:

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, Instruments financiers [l'« IFRS 9 (2014) »]. L'IFRS 9 (2014) présente quelques différences avec l'IFRS 9 (2009) et l'IFRS 9 (2010), que la société a adoptées de façon anticipée le 1er avril 2012. Ces différences ont trait au classement et à l'évaluation des actifs financiers et à la comptabilisation des passifs financiers. L'IFRS 9 (2014) instaure également un nouveau modèle de calcul de la perte de valeur des actifs financiers selon les pertes prévues ainsi que de nouvelles exigences générales sur la comptabilité de couverture. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, et son adoption anticipée est autorisée. La société n'a pas l'intention d'adopter l'IFRS 9 (2014) de façon anticipée. La société étudie actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15 sur la comptabilisation des produits

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. L'IFRS 15 remplace la totalité des normes antérieures sur la comptabilisation des produits, y compris l'IAS 18, Produits des activités ordinaires, et les interprétations connexes, telles que l'IFRIC 13, Programmes de fidélisation de la clientèle. La nouvelle norme définit les exigences de comptabilisation des produits. Plus précisément, la nouvelle norme instaure un cadre exhaustif dont le principe général est le suivant : une entité doit comptabiliser des produits montrant le transfert des produits et des services promis selon un montant qui reflète la contrepartie que l'entité prévoit recevoir en échange de ces produits et de ces services. La norme présente également de nouvelles directives plus prescriptives que celles présentées dans les normes précédentes, ce qui pourrait se traduire par des modifications du classement de certains types de produits, des informations à fournir à leur égard ainsi que du moment où ils seront comptabilisés. La nouvelle norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, et son adoption anticipée est autorisée. La société étudie actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés. La société n'a pas l'intention d'adopter cette norme de façon anticipée.

IAS 1, Présentation des états financiers

Le 18 décembre 2014, l'IASB a publié des modifications de l'IAS 1, Présentation des états financiers, dans le cadre de son initiative majeure visant à améliorer la présentation et les informations à fournir dans les rapports financiers. Ces modifications n'entraînent pas de changements importants par rapport à la pratique actuelle, mais elles devraient faciliter une présentation améliorée des informations à fournir dans les états financiers. La société envisage d'adopter ces modifications dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1er janvier 2016. La société ne s'attend pas à ce que les modifications aient une incidence significative sur ses états financiers.

IAS 16, Immobilisations corporelles et IAS 38, Immobilisations incorporelles

Le 12 mai 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 16, Immobilisations corporelles, et à l'IAS 38, Immobilisations incorporelles. Les modifications apportées à l'IAS 16 mentionnent explicitement que les modes d'amortissement fondés sur les produits ne peuvent pas être utilisés pour les immobilisations corporelles. La raison en étant que ces modes d'amortissement reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques représentatifs de l'actif. Les modifications à l'IAS 38 introduisent une présomption réfutable selon laquelle l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits est inappropriée dans le cas des actifs incorporels. Cette présomption ne pourrait être écartée que lorsque les produits et la consommation des avantages économiques de l'actif incorporel présentent une « corrélation élevée », ou lorsque l'actif incorporel est exprimé comme une mesure des produits. La société envisage d'adopter les modifications à l'IAS 16 et à l'IAS 38 dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1er janvier 2016. La société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers.

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

4. Acquisitions d'entreprises:

a) Regroupement d'entreprises

iConcert

Le 17 décembre 2015, la société a acquis la totalité des actions en circulation de Transmedia Communications SA (« iConcert ») pour une contrepartie totale de 4 170 CHF (5 816 \$ CA). Cette acquisition permettra à la société de consolider ses activités internationales en Europe. Par suite de l'acquisition, un goodwill de 6 921 \$ qui reflète les synergies d'exploitation qui devraient être réalisées au moyen de l'intégration de l'entreprise acquise aux actifs existants de la société à l'échelle mondiale. La société sera tenue de verser aux anciens propriétaires un montant en espèces correspondant à un certain multiple des produits sur une période de 12 mois d'un maximum de 2 100 CHF (2 929 \$ CA) et serait payable au 30 novembre 2016. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été établie selon l'approche par le résultat, qui s'appuie sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés, et elle a été actualisée pour refléter la valeur temps de l'argent.

Les résultats des entreprises acquises de iConcert pour la période close le 31 décembre 2015 sont pris en compte dans ceux de la société depuis la date d'acquisition respective de ces dernières. Les produits comptabilisés de la date d'acquisition au 31 décembre 2015 se sont établis à 483 \$ et le bénéfice net s'est établi à 10 \$. Si ces acquisitions avaient eu lieu au début de l'exercice, les produits liés à ces entreprises acquises se seraient chiffrés à environ 4 350 \$ et le bénéfice net à environ 86 \$.

Digital Media Distribution

Le 14 décembre 2015, la société a acquis la totalité des actions en circulation de Digital Music Distribution Pty Ltd. (« DMD ») pour une contrepartie totale de 9 012 \$AUD (9 121 \$ CA). Cette acquisition permettra à la société de consolider ses activités internationales dans la région de l'Asie-Pacifique. Par suite de l'acquisition, un goodwill de 9 166 \$ qui reflète les synergies d'exploitation qui devraient être réalisées au moyen de l'intégration de l'entreprise acquise aux actifs existants de la société à l'échelle mondiale. La société sera tenue de verser aux anciens propriétaires un montant en espèces d'un maximum de 4 002 \$AUD (4 050 \$ CA) suite au renouvellement de contrats clients se terminant le 31 décembre 2017. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été établie selon l'approche par le résultat, qui s'appuie sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés, et elle a été actualisée pour refléter la valeur temps de l'argent.

Les résultats des entreprises acquises de DMD pour la période close le 31 décembre 2015 sont pris en compte dans ceux de la société depuis la date d'acquisition respective de ces dernières. Les produits comptabilisés de la date d'acquisition au 31 décembre 2015 se sont établis à 340 \$ et le bénéfice net s'est établi à 136 \$. Si ces acquisitions avaient eu lieu au début de l'exercice, les produits liés à ces entreprises acquises se seraient chiffrés à environ 3 058 \$ et le bénéfice net à environ 1 224 \$.

Groupe Brava

En juillet 2015, la société a acquis la totalité des actions en circulation de Brava HDTV B.V., Brava NL B.V. et DjazzTV B.V. (le « Groupe Brava ») pour une contrepartie totale de 8 125 euros (11 255 \$ CA). Cette acquisition permettra à la société de consolider ses activités internationales en Europe. Par suite de l'acquisition, un goodwill de 7 153\$ qui reflète les synergies d'exploitation qui devraient être réalisées au moyen de l'intégration de l'entreprise acquise aux actifs existants de la société à l'échelle mondiale. La société sera tenue de verser aux anciens propriétaires un montant en espèces d'un maximum de 2 155 euros (2 987 \$ CA) correspondant à un certain multiple des produits sur une période de 36 mois et sera versé à chaque date d'anniversaire au cours des trois prochaines années jusqu'en

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

juin 2018. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été établie selon l'approche par le résultat, qui s'appuie sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés, et elle a été actualisée pour refléter la valeur temps de l'argent.

Les résultats des entreprises acquises de Groupe Brava pour la période close le 31 décembre 2015 sont pris en compte dans ceux de la société depuis la date d'acquisition respective de ces dernières. Les produits comptabilisés de la date d'acquisition au 31 décembre 2015 se sont établis à 2 468 \$ et le bénéfice net s'est établi à 866 \$. Si ces acquisitions avaient eu lieu au début de l'exercice, les produits liés à ces entreprises acquises se seraient chiffrés à environ 3 702 \$ et le bénéfice net à environ 1 299 \$.

La juste valeur des actifs acquis et des passifs repris a été répartie comme suit :

	iConcert	DMD	Brava	Other	Total 2016
Actifs acquis :					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	505	\$ 210	\$ 282	\$ –	\$ 997
Débiteurs	1 966	123	1 576	–	3 665
Frais payés d'avance et autres actifs courants	997	292	164	–	1 453
Immobilisations corporelles	51	–	61	–	112
Immobilisations incorporelles	2 334	2 924	4 795	223	10 276
Goodwill	6 921	9 166	7 153	–	23 240
	12 774	12 715	14 031	223	39 743
Passifs repris :					
Créditeurs et charges à payer	4 410	306	1 186	–	5 902
Impôts à payer	209	–	391	–	600
Passifs d'impôt différé	345	497	1 199	–	2 041
Prêt aux actionnaires	1 994	2 791	–	–	4 785
	6 958	3 594	2 776	–	13 328
Actifs nets acquis à la juste valeur	5 816	\$ 9 121	\$ 11 255	\$ 223	\$ 26 415
Contrepartie totale	5 816	\$ 9 121	\$ 11 255	\$ 223	\$ 26 415
Ajustement du fonds de roulement	–	–	(25)	–	(25)
Contrepartie conditionnelle	–	(4 050)	(2 728)	–	(6 778)
Païement du prêt aux actionnaires	1 994	2 791	–	–	4 785
Déboursés en date d'acquisition	7 810	\$ 7 862	\$ 8 502	\$ 223	\$ 24 397

En date de clôture, la société n'a pas complété la répartition du prix d'achat sur les autres actifs nets identifiables et sur le goodwill car des informations pour confirmer la juste valeur de certains actifs et passifs sont encore à obtenir.

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

b) Ajustements des valeurs préliminaire des acquisitions d'entreprises de l'exercice précédent

Les Réseaux Urbains Viva Inc.

Le 10 février 2015, la société a acquis la totalité des actions en circulation des Réseaux Urbains Viva Inc. pour une contrepartie totale de 4 420 \$. La société a ajusté l'évaluation des justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris relativement à cette acquisition et certains ajustements à l'évaluation préliminaire ont été enregistrés à l'état consolidé de la situation financière, tel qu'illustré ci-dessous. Les données comparatives ont été ajustées pour refléter ces changements. La contrepartie conditionnelle devrait être réglée au cours du second trimestre de l'exercice 2018.

	Évaluation préliminaire	Ajustements	Évaluation ajustée
Actifs acquis :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	495 \$	– \$	495 \$
Débiteurs	973	124	1 097
Stocks	531	(187)	344
Immobilisations corporelles	108	–	108
Immobilisations incorporelles	2 160	–	2 160
Goodwill	2 235	290	2 525
	6 502	227	6 729
Passifs repris :			
Créditeurs et charges à payer	1 019	227	1 246
Produits différés	333	–	333
Dette à long terme	150	–	150
Passifs d'impôt différé	580	–	580
	2 082	227	2 309
Actifs nets acquis à la juste valeur	4 420 \$	– \$	4 420 \$
Contrepartie versée :			
Trésorerie	2 000 \$	– \$	2 000 \$
Contrepartie conditionnelle	2 420	–	2 420
	4 420 \$	– \$	4 420 \$

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

Archibald Media Group

Le 12 juin 2014, la société a acquis la totalité des actions en circulation d'Archibald Media Group B.V. pour une contrepartie totale de 5 319 euros (7 824 \$ CA). La société a finalisé l'évaluation des justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris relativement à cette acquisition et certains ajustements à l'évaluation préliminaire ont été enregistrés à l'état consolidé de la situation financière, tel qu'illustré ci-dessous. Les données comparatives ont été ajustées pour refléter ces changements. La contrepartie conditionnelle devrait être réglée au cours du second trimestre de l'exercice 2017.

	Évaluation préliminaire	Ajustements	Évaluation finale
Actifs acquis :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	207 \$	– \$	207 \$
Débiteurs	511	–	511
Immobilisations corporelles	111	–	111
Immobilisations incorporelles	4 070	(303)	3 767
Placement dans une coentreprise	–	730	730
Goodwill	4 255	(337)	3 918
	9 154	90	9 244
Passifs repris :			
Créditeurs et charges à payer	486	–	486
Passifs d'impôt différé	844	90	934
	1 330	90	1 420
Actifs nets acquis à la juste valeur	7 824 \$	– \$	7 824 \$
Contrepartie versée :			
Trésorerie	6 079 \$	– \$	6 079 \$
Contrepartie conditionnelle	1 745	–	1 745
	7 824 \$	– \$	7 824 \$

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

5. Immobilisations corporelles, immobilisations incorporelles et goodwill:

	Immobilisations corporelles	Immobilisations incorporelles	Goodwill
Exercice clos le 31 mars 2015			
Valeur nette comptable à l'ouverture au 31 mars 2014	2 634 \$	40 065 \$	31 651 \$
Entrées attribuables aux acquisitions d'entreprises	730	17 640	10 750
Ajustements attribuables aux acquisitions d'entreprises (note 4)	–	(303)	(47)
Entrées	3 023	893	–
Radiation	(74)	–	–
Amortissement d'immobilisations corporelles	(1 983)	–	–
Amortissement d'immobilisations incorporelles	–	(12 854)	–
Valeur comptable nette à la clôture au 31 mars 2015	4 330 \$	45 441 \$	42 354 \$
Neuf mois terminés le 31 décembre 2015			
Valeur nette comptable à l'ouverture au 31 mars 2015	4 330 \$	45 441 \$	42 354 \$
Entrées attribuables aux acquisitions d'entreprises (note 4)	112	10 276	23 240
Entrées	1 425	977	–
Amortissement d'immobilisations corporelles	(1 552)	–	–
Amortissement d'immobilisations incorporelles	–	(10 258)	–
Valeur comptable nette à la clôture au 31 décembre 2015	4 315 \$	46 436 \$	65 594 \$

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

6. Prêts et emprunts:

Le tableau suivant présente les variations dans les prêts et emprunts :

	Facilité renouvelable	Crédit-relais	Prêts à terme
Exercice clos le 31 mars 2015			
Valeur nette comptable à l'ouverture au 31 mars 2014	5 198 \$	– \$	67 041 \$
Augmentation de la facilité renouvelable (nette)	2 704	–	–
Émission de nouvelle dette	–	20 000	20 150
Remboursement	–	–	(6 564)
Coûts de financement différés	–	–	(161)
Amortissement des coûts de financement	–	–	369
Valeur comptable nette à la clôture au 31 mars 2015	7 902 \$	20 000 \$	80 835 \$
Partie courante	7 902 \$	20 000 \$	9 830 \$
Partie non courante	–	–	71 005

	Facilité renouvelable	Crédit-relais	Prêts à terme
Neuf mois terminés le 31 décembre 2015			
Valeur nette comptable à l'ouverture au 31 mars 2015	7 902 \$	20 000 \$	80 835 \$
Augmentation de la facilité renouvelable (nette)	28 692	–	–
Remboursement	–	(20 000)	(80 960)
Amortissement des coûts de financement	–	–	125
Valeur comptable nette à la clôture au 31 décembre 2015	36 594 \$	– \$	– \$
Partie courante	– \$	– \$	– \$
Partie non courante	36 594	–	–

Le 11 juin 2015, la Société a renégocié sa convention de crédit afin d'intégrer le solde du prêt à terme à la facilité de crédit renouvelable modifiée (la « facilité renouvelable »), de rembourser le crédit-relais, de porter sa capacité d'emprunt à 100 000 \$ et d'y apporter des modifications concernant les intérêts, l'échéance, la garantie et les clauses restrictives. La facilité renouvelable arrivera à échéance en juin 2019, porte intérêt au taux des acceptations bancaires majoré de 1,38 % à 3,00 %, est garantie par des filiales et est assortie d'un droit de premier rang grevant l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles actuelles et futures. Enfin, la société doit payer des commissions d'attente de 0,28 % à 0,60 % sur la portion inutilisée de la facilité renouvelable et doit se conformer à certaines clauses financières restrictives.

La société a comptabilisé des frais de 374 \$ relativement à cette nouvelle facilité renouvelable qui ont été présentés dans les autres actifs à l'état consolidé de la situation financière.

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

7. Autres crédateurs:

Le tableau suivant présente les autres crédateurs:

	31 décembre 2015	31 mars 2015
Contreparties conditionnelles	12 986 \$	12 409 \$
Obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC	4 276	340
Autre	73	148
	17 335	12 897
Partie courante	(9 553)	(8 463)
	7 782 \$	4 434 \$

Obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC

Le CRTC a approuvé la modification du contrôle effectif de la société le 22 avril 2015. Aux termes de cette décision, le CRTC exige que la société paie des avantages tangibles d'un montant de 5 508 \$ sous forme de versements annuels égaux sur une période de sept ans. La société a comptabilisé une charge de 4 158 \$ qui reflète la juste valeur du flux de paiement actualisée à un taux de 7,0 %, soit le taux d'intérêt effectif de la société majoré d'une prime de risque.

8. Capital-actions:

Autorisé:

Avant la clôture du premier appel public à l'épargne (le «placement»), le capital-actions autorisé de la société était composé d'un nombre illimité de d'action ordinaires de catégorie A, B et C, avec droit de vote et de participation et sans valeur nominale et un nombre illimité d'actions privilégiées de catégorie A, B et C, avec droit de vote sans participation et sans valeur nominale.

Le capital-actions autorisé de la société a été modifiée immédiatement avant la clôture du placement et toutes les catégories d'actions comprises dans le capital de la société avant la modification ont été annulées et remplacées par :

Nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne avec droit de participation, sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne variable avec droit de participation, sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions à droit de vote multiple (10 votes par action) avec droit de participation, sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions spéciales avec droit de participation, sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, sans participation, sans valeur nominale

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

Actions émises et entièrement libérées:

Le tableau suivant présente les variations dans le capital-actions:

	Nombre d'actions	Valeur comptable
Exercice clos le 31 mars 2015		
Au 31 mars 2014		
Actions ordinaires de catégorie A	16 440 535	562 \$
Actions ordinaires de catégorie B	6 229 719	12
Actions ordinaires de catégorie C	10 000 000	432
	32 670 254	1 006
Émises à la suite d'exercice d'options d'achat d'actions		
Actions ordinaires de catégorie A	1 310 834	1 682
Dividende et diminution du capital déclaré		
Actions ordinaires de catégorie A	–	(16)
Actions ordinaires de catégorie C	–	(432)
	–	(448)
Au 31 mars 2015		
Actions ordinaires de catégorie A	17 751 369	2 228
Actions ordinaires de catégorie B	6 229 719	12
Actions ordinaires de catégorie C	10 000 000	–
	33 981 088	2 240 \$
	Nombre d'actions	Valeur comptable
Neuf mois terminés le 31 décembre 2015		
Au 31 mars 2015		
Actions ordinaires de catégorie A	17 751 369	2 228 \$
Actions ordinaires de catégorie B	6 229 719	12
Actions ordinaires de catégorie C	10 000 000	–
	33 981 088	2 240
Émises à la suite d'exercice d'options d'achat d'actions		
Actions ordinaires de catégorie A	80 000	192
Converties		
Actions ordinaires de catégorie A	(17 831 369)	(2 420)
Actions ordinaires de catégorie B	(6 229 719)	(12)
Actions ordinaires de catégorie C	(10 000 000)	–
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable	17 766 803	1 316
Actions à droit de vote multiple	16 294 285	1 116
	–	–
Émises à la suite du premier appel public à l'épargne et de l'exercice de l'option de surallocation		
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable	16 647 100	104 044
Frais liés à l'émission d'actions, net d'impôts de 1 993 \$	–	(5 513)
Émises à la suite d'exercice d'options d'achat d'actions		
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable	163 334	444
Au 31 décembre 2015		
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable	34 577 237	100 291
Actions à droit de vote multiple	16 294 285	1 116
	50 871 522	101 407 \$

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

Le 11 novembre 2015, la société a déclaré un dividende de 0,03 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple. Le dividende de 1,526 \$ a été versé le 15 décembre 2015.

Le 11 août 2015, la société a déclaré un dividende de 0,03 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple. Le dividende de 1,523 \$ a été versé le 15 septembre 2015.

Le 3 juin 2015, la société a complété le placement de ses actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable auprès des organismes de réglementation en valeurs mobilières de chaque province et territoire du Canada. La société a émis 13 287 100 actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable pour un produit brut de 83 044 \$. Le 9 juin 2015, la société a émis 3 360 000 actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable suite à l'exercice de l'option de surallocation attribuée aux preneurs fermes pour un produit brut de 21 000 \$.

Les frais reliés à l'émission d'actions pour les deux émissions se sont chiffrés à 9 148 \$ et ont été passés en charges à l'état consolidé du résultat global pour un montant de 1 642 \$ et en diminution du capital-actions pour un montant de 7 506 \$.

9. Rémunération fondée sur des actions:

Dans le cadre du placement, la Société a établi un nouveau régime d'options d'achat d'actions pour attirer et retenir les employés, administrateurs, dirigeants et consultants. Le plan prévoit l'octroi d'options d'achat d'actions à droit de vote subalterne. Selon ce plan, 2 500 000 d'actions à droit de vote subalterne ont été réservées pour émission.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2015, 512 880 options ont été octroyées à un prix d'exercice moyen pondéré de 6,43 \$ aux employés admissibles. La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions attribuées au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2015 s'est établie à 3,43 \$. La juste valeur a été estimée à la date à laquelle les options ont été attribuées selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes:

Volatilité moyenne pondérée	65,0% – 70,0%
Taux d'intérêt sans risque moyen pondéré	0,73% – 1,01%
Durée de vie attendue moyenne pondérée des options	5 – 6,25 ans
Valeur moyenne pondéré des actions à droit de vote subalterne à la date d'attribution	6,43 \$
Taux de dividende attendu moyen pondéré	0,0% - 2,0%

Sous l'ancien et le nouveau régime d'options sur actions, 1 539 245 options sur actions étaient en circulation au 31 décembre 2015. Les options en circulation sont assujetties à des critères d'acquisition des droits liés au nombre d'années de services des membres du personnel, qui va de 0 à 4 ans.

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2015, 60 000 options sur actions ont été exercées à un prix d'exercice moyen pondéré de 1,29 \$ et à un prix par action moyen pondéré de 6,65 \$.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2015, 243 334 options ont été exercées au prix d'exercice moyen pondéré de 0,83 \$ et à un prix moyen de l'action pondéré de 6,90 \$. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2015, 16 666 options ont été restituées au prix moyen pondéré de 2,26 \$ et à un prix moyen de l'action pondéré de 7,55 \$.

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

Au cours des périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2015, la société a comptabilisé une charge de rémunération fondée sur des actions de 369 \$ et 961 \$, respectivement (112 \$ et 424 \$ – 2014).

10. Autres renseignements:

Le tableau suivant présente l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les dépenses liées au premier appel public à l'épargne et l'obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC par fonction :

	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre 2015	31 décembre 2014	31 décembre 2015	31 décembre 2014
<i>Amortissement</i>				
Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu	3 443 \$	3 392 \$	10 258 \$	8 628 \$
Charges générales et administratives	609	777	1 552	2 101
	4 052 \$	4 169 \$	11 810 \$	10 729 \$
<i>Dépenses liées au premier appel public à l'épargne et l'obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC</i>				
Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu	– \$	– \$	4,158 \$	– \$
Charges générales et administratives	–	–	1,642	–
	– \$	– \$	5,800 \$	– \$

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2015, les frais reliés à la programmation musicale, le coût des services et les frais liés au contenu ainsi que les charges administratives se seraient établis à 11 095 \$ (9 626 \$ – 2014) et à 4 522 \$ (3 225 \$ – 2014), respectivement, et pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2015, ils se seraient établis à 36 605 \$ (24 810 \$ – 2014) et à 12 484 \$ (9 909 \$ – 2014), respectivement si la présentation de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les dépenses liées au premier appel public à l'épargne et l'obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC par fonction avait été adoptée aux fins des états consolidés du résultat global.

Des coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises d'un montant de 551 \$ (132 \$ – 2014) et 747 \$ (233 \$ – 2014) pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 décembre 2015 respectivement ont été comptabilisés dans les charges générales et administratives à l'état du résultat global.

11. Charges financières nettes:

	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre 2015	31 décembre 2014	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Charges d'intérêts et commissions d'attente	166 \$	1 014 \$	1 384 \$	2 939 \$
Variation de la juste valeur des contreparties conditionnelles	(1 090)	(33)	(2 172)	236
Variation de la juste valeur des dérivés	(3)	(44)	(110)	(118)
Charge de désactualisation de l'obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC	75	–	172	–
Amortissement des coûts de financement	24	11	238	357
Radiation d'autres actifs	–	200	–	200
(Profit) perte de change	18	162	(766)	130
	(810) \$	1 310 \$	(1 254) \$	3 744

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

12. Variation nette des éléments d'exploitation hors trésorerie:

	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre 2015	31 décembre 2014	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Créances clients et autres débiteurs	(1 250) \$	50 \$	(5,426) \$	(1 183) \$
Crédits d'impôt à la recherche et au développement	430	(133)	4	(85)
Stocks	426	924	(151)	234
Charges payées d'avance et autres actifs courants	695	(506)	809	(1 789)
Autres actifs	(155)	–	24	–
Créditeurs et charges à payer	520	945	(2,244)	331
Impôts à payer	153	(310)	730	(1 514)
Produits différés	(836)	6	166	152
Autres créditeurs (obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC)	–	–	3,794	–
	(17) \$	976 \$	(2,294) \$	(3 854) \$

13. Instruments financiers:

Facteurs de risque financier:

La Société est exposée à une variété de risques financiers : risque de crédit, risque de liquidité et risque de marché (y compris le risque de change et le risque de taux d'intérêt). Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations et les divulgations requises dans les états financiers annuels; ils doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels au 31 mars 2015. À la connaissance de la société, aucun changement important à ces facteurs de risque n'a eu lieu par rapport aux facteurs de risque publiés à cette date.

Juste valeur:

La société a déterminé que la juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, du découvert bancaire, des créditeurs et des charges à payer et des autres créditeurs exigibles, exclusion faite des contreparties conditionnelles, se rapprochait de la valeur comptable à la date de clôture en raison des courtes durées de ces instruments. La juste valeur de la facilité renouvelable, du prêt à terme et du crédit-relais portant intérêt à taux variables se rapproche de la valeur comptable, puisqu'ils portent intérêt au taux préférentiel ou au taux des acceptations bancaires plus une marge, lesquels taux se rapprochent des taux actuels qui seraient obtenus pour des emprunts assortis de modalités et d'un risque de crédit semblables.

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers, ainsi que le niveau de la hiérarchie des justes valeurs auquel ils appartiennent :

Au 31 décembre 2015	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers évalués au coût amorti					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 453 \$				
Créances clients et autres débiteurs	26 088				
Actifs financiers évalués à la juste valeur					
Placements	18 056 \$	18 056 \$	– \$	– \$	18 056 \$
Passifs financiers évalués au coût amorti					
Facilité renouvelable	36 594 \$				
Créditeurs et charges à payer	21 694				
Autres créditeurs	4 349				
Passifs financiers évalués à la juste valeur					
Contreparties conditionnelles	12 986 \$	12 986 \$	– \$	– \$	12 986 \$
Au 31 mars 2015					
Actifs financiers évalués au coût amorti					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 314 \$				
Créances clients et autres débiteurs	17 494				
Actifs financiers évalués à la juste valeur					
Placement à long terme	7 933 \$	7 933 \$	– \$	– \$	7 933 \$
Passifs financiers évalués au coût amorti					
Facilité renouvelable	7 902 \$				
Créditeurs et charges à payer	16 825				
Crédit-relais	20 000				
Autres créditeurs	488				
Prêt à terme	80 835				
Passifs financiers évalués à la juste valeur					
Contreparties conditionnelles	12 409 \$	12 409 \$	– \$	– \$	12 409 \$
Instruments financiers dérivés	110	110	–	110	–

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

Évaluation de la juste valeur (Niveau 2 et 3):

	Placements	Instruments dérivés	Contreparties conditionnelles
Neuf mois terminés le 31 décembre 2014			
Valeur à l'ouverture au 31 mars 2014	6 132 \$	182 \$	6 234 \$
Entrées attribuables aux acquisitions d'entreprises	–	–	3 298
Variation de la juste valeur	900	(74)	269
Paielements	–	–	(956)
Valeur à la clôture au 31 décembre 2014	7 032 \$	108 \$	8 845 \$
Neuf mois terminés le 31 décembre 2015			
Valeur à l'ouverture au 31 mars 2015	7 933 \$	110 \$	12 409 \$
Entrées attribuables aux acquisitions d'entreprises	–	–	6 778
Acquisition de placement	1 665	–	–
Variation de la juste valeur	8 458	(110)	(2 172)
Paielements	–	–	(4 029)
Valeur à la clôture au 31 décembre 2015	18 056 \$	– \$	12 986 \$

Aucun changement n'a été apporté aux techniques d'évaluation pour les instruments dérivés et les contreparties conditionnelles au cours des périodes terminés les 31 décembre 2015 et 2014.

Placements

Note convertible

La note convertible comporte deux composantes de valeur - une note conventionnelle et une option de conversion sur l'équité de Multi-Channels Asia PTE Ltd ("MCA"). Basé sur les termes, le contrat hybride, soit l'option de conversion ainsi que la note convertible, a été évalué dans son ensemble pour la classification. Lors de la comptabilisation initiale, le contrat hybride a été reconnu à sa juste valeur et a été désigné à la juste valeur par le biais du résultat. Des techniques d'évaluation ont été utilisées pour déterminer la juste valeur.

Instrument de capitaux propres d'une entité privée

La juste valeur de l'instrument de capitaux propres d'une entité privée a été estimée au moyen de l'approche de marché.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2015, la juste valeur correspond au prix d'émission des actions dans le cadre de la transaction sur le marché la plus récente, moins un escompte de 25 % en considération du facteur de liquidité. L'escompte choisi reflète la négociabilité du titre. Pour estimer la juste valeur, la direction s'est appuyée sur toute l'information pertinente dont elle disposait et a appliqué la méthode qui, selon elle, aurait été employée par les intervenants sur le marché.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, la technique d'évaluation a compris une répartition de la valeur des catégories d'actions sous-jacentes, ce qui a nécessité la calibration du modèle d'établissement du prix des options Black-Scholes pour tenir compte du prix d'émission des actions dans le cadre de la transaction sur le marché la plus récente.

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

La juste valeur a été estimée au moyen du modèle d'établissement du prix des options Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes :

	31 mars 2015
Volatilité	60,0%
Taux d'intérêt sans risque	0,5%
Période	2 ans
Rendement en dividende	néant

L'instrument de capitaux propres d'une entité privée est classé comme un actif financier à la juste valeur par le biais du résultat net. Une augmentation de 5,0 % de la valeur par action privilégiée convertible se traduirait par une hausse de la juste valeur du placement à long terme d'environ 903 \$ pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2015 (374 \$ – 2014)

Dérivé

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, établis sur la base de courbes de rendement observables. Le dérivé est classé comme un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net. La variation de juste valeur a été comptabilisée dans les charges financières nettes (note 11).

Contreparties conditionnelles

Le paiement de la contrepartie conditionnelle relative à un regroupement d'entreprises donné dépend de la réalisation de cibles de croissance des produits au cours d'une période démarrant à la date de l'acquisition et selon le renouvellement de contrat client. L'évaluation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle est déterminée au moyen de données non observables (niveau 3). Ces données comprennent i) le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés et ii) le taux d'actualisation ajusté en fonction des risques utilisé pour actualiser les flux de trésorerie en fonction du risque que les cibles de produits soient réalisées. Un taux d'actualisation s'établissant entre 12 % et 15 % a été appliqué pour refléter la valeur temps de l'argent. La variation d'une donnée non observable, prise isolément, ne donnerait pas lieu à une baisse (hausse) considérable de l'évaluation de la juste valeur. Les contreparties conditionnelles sont classées à titre de passifs financiers et sont inscrites dans les autres créditeurs (note 7). La variation de juste valeur a été comptabilisée dans les charges financières nettes (note 11).

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

14. Parties liées:

Transactions avec les principaux dirigeants et administrateurs

Les principaux dirigeants s'entendent du chef de la direction, du chef des finances et des autres membres importants du personnel de la société.

La rémunération des principaux dirigeants et actionnaires comprennent les éléments suivants :

	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre 2015	31 décembre 2014	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Avantages du personnel à court terme	756 \$	454 \$	2 162 \$	1 428 \$
Frais de gestion	–	83	–	253
Remunération fondée sur des actions	269	72	703	192
Unités d'actions avec restrictions	55	–	137	–
Unités d'actions différées	90	–	209	–
	1 170 \$	609 \$	3 211 \$	1 873 \$

15. Informations sectorielles:

Aux termes de l'IFRS 8, Secteurs opérationnels, la société a déterminé que, pour les trois mois et neuf mois terminés les 31 décembre 2015 et 2014, elle avait exercé ses activités en tant que secteur d'exploitation unique, puisque les activités, les ressources et les actifs sont essentiellement centralisés, optimisés et gérés au Canada. Les activités exercées à l'échelle internationale tirent parti de l'expertise canadienne.

Les produits proviennent des régions suivantes selon l'endroit où sont effectuées les ventes :

	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre 2015	31 décembre 2014	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Canada	13 759 \$	12 144 \$	40 038 \$	34 546 \$
Autres pays	9 330	6 385	24 248	16 795
	23 089 \$	18 529 \$	64 286 \$	51 341

16. Évènement subséquent:

Dividende

Le 3 février 2016, la société a déclaré un dividende de 0,035 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple qui sera payable le ou vers le 15 mars 2016 aux porteurs de ces actions inscrits au registre en date du 29 février 2016.



Stingray



Stingray Music



@Stingray_Music



@Stingray_Music

stingray.com



STINGRAY
VOS AMBIANCES MUSICALES